

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 18 février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°318 ■

EN 2024
L'Afrique devrait consacrer 74 milliards \$ aux dépenses liées au service de la dette

P 9

DANS UN MESSAGE ADRESSÉ À LA NATION,
TEBBOUNE SOULIGNE :

«L'économie nationale est sur la voie de l'efficacité»

L'Algérie commémore, aujourd'hui 18 février, la Journée nationale du Chahid en hommage aux millions d'Algériens, tombés au champ d'honneur en défendant le droit de leur pays à recouvrer sa pleine souveraineté nationale. A cette occasion, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé l'importance du sacrifice consentis par les martyrs de la guerre de libération algérienne, soulignant que l'économie nationale est sur la voie de l'efficacité et de la concurrence. P 3



EL-DJAZAIR TAKAFUL
Plus de 76 millions DA de souscriptions en 2023



Le volume des souscriptions auprès d'El-Djazair Takaful a atteint plus de 76 millions DA en 2023, sachant que l'activité de l'assurance Takaful a été lancée en Algérie en février 2023. C'est ce que le PDG de la compagnie, Mahfoud Ziane Bouziane a annoncé dans une déclaration à l'APS.

P 2

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN PLEIN ESSOR

Cap sur l'exportation

Si l'importation de produits médicaux et pharmaceutiques a longtemps pesé sur le budget de l'Etat, le phénomène s'est aujourd'hui inversé. Avec la mise en place d'une industrie locale, le secteur est devenu une source de revenus.

P 3

7^e SOMMET DU GECF

Une occasion pour replacer le gaz sur l'échiquier énergétique mondial



Le 7^e Sommet du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Alger du 29 février au 2 mars, sera l'occasion de replacer le gaz naturel sur l'échiquier énergétique mondial.

P 5

CÉRÉALES

Chute des prix du blé et du soja suite aux prévisions américaines P 2

PÉTROLE

L'AIE met en garde contre la faiblesse des stocks mondiaux P 5

COSMETICA ALGÉRIE

La deuxième édition prévue du 21 au 24 février à Alger P 4

FONDS INTERNATIONAL DE
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'Algérie élu au
Conseil
d'Administration

L'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, représentant permanent auprès des agences des Nations Unies basées à Rome, a participé, en sa qualité de gouverneur suppléant et chef de délégation, aux travaux de la 47ème session du Conseil des gouverneurs du Fonds international pour Développement agricole (FIDA). L'Ambassadeur Abdelkrim Touahria était accompagné du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaid, indique un communiqué de l'Ambassade d'Algérie à Rome sur sa page officielle Facebook. La même source ajoute qu'au cours de cette session, l'Algérie a été élue, pour un mandat de deux ans, au poste de vice-président du Bureau du Conseil des gouverneurs. En outre, l'Algérie a également été réélue membre du conseil d'administration de la même organisation pour une durée de trois ans pour la période 2024-2026. L'ambassadeur Abdelkrim Touharia a présidé deux séances de la cette réunion.

EL-DJAZAIR TAKAFUL

Plus de 76 millions DA
de souscriptions en 2023

Le volume des souscriptions auprès d'El-Djazair Takaful a atteint plus de 76 millions DA en 2023, sachant que l'activité de l'assurance Takaful a été lancée en Algérie en février 2023. C'est ce que le PDG de la compagnie, Mahfoud Ziane Bouziane a annoncé dans une déclaration à l'APS.

Par Slimane T

Il a précisé que l'année dernière, la compagnie «a su gagner la confiance de plus de 2.100 souscripteurs, tous types d'assurance confondus», atteignant ainsi «un volume de souscriptions de plus de 76 millions DA». Le PDG de la compagnie a en outre fait état de «l'indemnisation de plus de 80 dossiers d'accidents déclarés sur 100», qualifiant les chiffres réalisés de «très encourageants», d'autant que la compagnie, a-t-il dit, a constaté «un engouement des citoyens et des opérateurs pour l'assurance Takaful, qui est conforme aux préceptes de la charia».

Le même responsable a fait savoir que cette activité avait été réalisée à travers 10 agences ouvertes en 2023 dans différentes régions du pays, indiquant que la compagnie envisageait de «doubler» le nombre d'agences en 2024, tout en proposant de «meilleurs services». Selon lui, la relance de l'industrie automobile en Algérie «boostera» la finance islamique et l'assurance Takaful. Dans le cadre de l'accompagnement de la finance islamique par la compagnie, le PDG a rappelé la signature de sept (7) conventions avec des banques publiques et privées pour couvrir les différentes formules de la finance islamique qu'elles proposent, à travers les produits de l'as-

surance Takaful, ajoutant que la compagnie était «en négociation avec les autres banques privées disposant de guichets islamiques». El-Djazair Takaful a participé à des rencontres académiques spécialisées à portée nationale et internationale en vue de sensibiliser sur la finance islamique et l'assurance Takaful, avec l'organisation de journées de sensibilisation à travers le pays, en coordination avec les Chambres de commerce et d'industrie. Concernant les futurs projets de la compagnie, M. Bouziane a précisé qu'un «projet ambitieux» était à l'étude pour le lancement, en 2024, d'une agence virtuelle d'e-marketing.

CÉRÉALES

Chute des prix du blé et du soja suite aux prévisions américaines

Le ministère de l'Agriculture américain (USDA) a publié jeudi ses estimations de surfaces agricoles cultivées en 2024 avec une abondance de l'offre en blé et soja, qui faisait chuter les cours. Les agriculteurs américains vont planter pour 91 millions d'acres de maïs (36,8 millions d'hec-

tares) contre 94,6 millions en 2023. Pour le soja, quelque 87,5 millions d'acres de l'oléagineux (35,4 millions d'hectares) seront cultivés, davantage que l'année dernière (83,6 millions). Quant au blé, il occupera 47 millions d'acres (19 millions d'hectares) contre 49,6 millions d'acres en

2023, selon le rapport Commodity Outlook. Les surfaces consacrées à ces trois espèces totaliseront en 2024, 225,5 millions d'acres (91,2 millions d'hectares), en légère diminution de 1%, ce qui reflète les bas prix. Les prix du blé, du maïs et du soja seront plus bas que l'année dernière et en dessous de la

moyenne des trois dernières années, selon le rapport. Pour le soja, "les perspectives" de la récolte 2024-2025 "comprennent une offre plus abondante, des stocks également et des prix plus bas", a averti l'USDA. Jeudi, à la Bourse de Chicago, vers 17H15 GMT, le prix du soja tombait à 11,6375 dollars le bois-

seau (-0,60%) pour livraison en mars, un plus bas depuis trois ans. Le cours du blé quant à lui chutait de 1,54% à 5,7650 dollars. La production américaine de blé devrait être la plus importante récolte depuis cinq ans et de 5% supérieure à celle de l'année dernière. APS

KHENCHELA

Ouverture de huit marchés de proximité, début mars 2024

Huit marchés de proximité devront être ouverts, début mars prochain dans la wilaya de Khenchela, en prévision du mois de Ramadhan, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction du Commerce et de la promotion des exportations. Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication auprès de la Direction du Commerce et de la promotion des exportations, Farida Teguout a précisé que l'ouverture de huit (8) marchés de proximité à Khenchela interviendra pour assurer la disponibilité de

divers produits alimentaires de large consommation durant le mois de Ramadhan, à travers plusieurs communes. Ces espaces commerciaux seront ouverts dans les communes de Khenchela, Kais, Chechar, Ouled Rechache, Ain Touila, Bouhmama, Babar et d'El Hamma, début mars prochain (10 jours avant le Ramadhan), sachant que l'opération se poursuivra tout au long du mois de Ramadan, a-t-il noté. Mme Teguout a affirmé que l'objectif de l'ouverture de ces marchés durant le mois de Ramadhan est de préserver le

pouvoir d'achat des citoyens, rendre disponible divers produits alimentaires et à des prix raisonnables, en sus de permettre aux opérateurs économiques de commercialiser leurs produits dans le cadre des efforts visant à lutter contre la spéculation. Pour rappel, des représentants de la direction du Commerce de Khenchela ont entamé leurs missions, dans le cadre de deux comités de wilaya, chargés du suivi de l'approvisionnement du marché local en produits alimentaires de large consommation et des prépara-

tifs pour le mois de Ramadhan. Ces comités, a-t-elle souligné, élaborent quotidiennement des rapports relatifs à l'approvisionnement des marchés en produits agricoles de large consommation (huile de table, sucre, semoule et lait subventionnés), avec l'organisation des visites aux unités industrielles de transformation de produits alimentaires, afin d'inciter leurs dirigeants à augmenter la production avant et durant le mois de Ramadhan.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DANS UN MESSAGE ADRESSÉ À LA NATION, TEBBOUNE SOULIGNE : «L'économie nationale est sur la voie de l'efficacité»

L'Algérie commémore, aujourd'hui 18 février, la Journée nationale du Chahid en hommage aux millions d'Algériens, tombés au champ d'honneur en défendant le droit de leur pays à recouvrer sa pleine souveraineté nationale.

Par Sirine R/Agence

A cette occasion, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé l'importance du sacrifice consenti par les martyrs de la guerre de libération algérienne. Dans un message adressé à la Nation, le Président Tebboune a invoqué les symboles qui ont permis à l'Algérie de poursuivre sa construction et sa marche en avant en toute fidélité au legs des héros de la nation algérienne, en affirmant que le sacrifice des Moudjahidines et des martyrs montre la voie et le chemin pour l'Algérie indépendante et forge l'unité du pays malgré toutes les contraintes. « Nous célébrons cette journée bénie, au moment où les prémices de l'Algérie nouvelle se dessinent à travers cette Terre, legs des Chouhada dont les sacrifices nous inspirent la volonté et la détermination à poursuivre la marche vers les objectifs suprêmes et les nobles buts nationaux, dont les principes ont été posés par nos Chouhada au prix de rivières de sang », a indiqué le président de la République. « Nous maintenons ce même cap dans l'Algérie que nous édifions aujourd'hui ensemble, en hommage au sang versé et par fidélité à la confiance du vaillant peuple algérien », a-t-il insisté, assurant que « quels que

soient les étapes franchies, les réalisations accomplies et les acquis obtenus, grâce à l'adhésion massive des filles et des fils de l'Algérie à un processus national de renaissance multidimensionnel et multidirectionnel, nous demeurons conscients de l'ampleur des défis qu'il nous reste à relever ensemble ». Et ce, « après avoir dépassé, grâce à des efforts inlassables et à une attention constante, les indicateurs au rouge au plan économique pour atteindre des indicateurs qui placent l'économie nationale sur la voie de l'efficacité et de la concurrence, mais aussi après avoir réalisé, sur le plan social, des acquis inédits en matière de prise en charge du niveau de vie et de préservation de la dignité des Algériennes et des Algériens », a argué le président de la République. Des mesures importantes ont été prises, durant ces trois dernières années, par le chef de l'Etat concernant la prévision et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Des budgets conséquents ont été alloués à cet effet. En effet, l'amélioration du niveau de vie des citoyens est l'une des priorités du président de la République. Sur le plan économique, des réformes profondes sont également menées, dont le but est de relancer l'investissement productif et de bâtir une

nouvelle économie performante et transparente.

« La voix de l'Algérie est restée audible et respectée à l'extérieur »

« Dans le même temps, la voix de l'Algérie est restée audible et respectée à l'extérieur et sa place s'est confortée davantage au double plan régional et international, grâce à la fiabilité et à la crédibilité dont elle jouit, ainsi qu'aux divers partenariats stratégiques qu'elle a conclus dans un monde en proie aux tiraillements, aux fluctuations et aux conflits d'intérêts », a fait valoir le président de la République. « L'Algérie qui avance à pas sûrs dans son processus national d'édification du présent et de l'avenir, avec la participation de ses enfants, est pleinement déterminée à se hisser à une place qui soit à la hauteur de son héritage historique, de sa gloire et de son peuple vaillant », a affirmé le président de la République. « En ces moments émouvants où nous commémorons nos Chouhada, je m'incline avec humilité et déférence à leur mémoire, adressant mes salutations à mes sœurs Moudjahidate et à mes frères Moudjahidine. Vive l'Algérie et Gloire à nos Chouhada », a conclu le président de la République son message.

COOPÉRATION Zahana s'entretient avec son homologue tchèque

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, s'est entretenu, lors de sa visite de travail de trois jours en République tchèque, avec son homologue tchèque, Martin Kupka, sur la promotion de la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère. Accompagné d'une délégation composée de cadres et responsables des établissements sectoriels, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en République tchèque, Belkacem Zeghmati, M. Zahana a passé en revue avec son homologue tchèque les différentes opportunités de coopération bilatérale dans le secteur des transports, notamment aérien, en examinant le projet d'accord aérien entre les deux pays, précise le communiqué. Le ministre a eu, par ailleurs, des rencontres avec des responsables de la Chambre de commerce de la République tchèque et nombre d'opérateurs économiques activant dans le domaine des transports. A cette occasion, M. Zahana et la délégation l'accompagnant ont effectué une visite au groupe de fabrication des bus "IVECO Bus" et au groupe de construction d'avions "AIRCRAFT".

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN PLEIN ESSOR

Cap sur l'exportation

Par Réda Hadi

Si l'importation de produits médicaux et pharmaceutiques a longtemps pesé sur le budget de l'Etat, le phénomène s'est aujourd'hui inversé. Avec la mise en place d'une industrie locale, le secteur est devenu une source de revenus. En quelques décennies, l'Algérie s'est hissée au niveau des principaux producteurs pharmaceutiques d'Afrique. Dans une période post-Covid, qui a mis en lumière la nécessité pour tout le continent de réduire sa dépendance aux importations de matériel médical, notre pays a réussi, à travers ses 200 unités pharmaceutiques, dont 137 spécialisées dans la production de médicaments, à réduire de 800 millions de dollars sa facture d'importation de médicaments. Laquelle est passée de 2 milliards de dollars en 2019 à 1,2 milliard de dollars rien qu'en 2022. Et en cela la 18e édition du Salon international de la pharmacie en Algérie (SIPHAL 2024), est une véritable vitrine de notre savoir et de l'essor de ce secteur. D'ailleurs lors d'une allocution prononcée en son nom, le ministre de l'Industrie et de la Production phar-

maceutique, Ali Aoun a mis l'accent, sur l'importance de renforcer la présence des produits pharmaceutiques nationaux sur les marchés étrangers, notamment africains, et de promouvoir la compétitivité du secteur à l'échelle internationale. En ce sens, beaucoup appellent à exploiter le marché des génériques qui constitue une niche de croissance et d'économie pour le secteur industriel. Et de préciser qu'il est important d'effectuer des démarches auprès des grands producteurs internationaux pour créer des partenariats gagnant-gagnant, en vue de délocaliser des unités de fabrication vers le marché national, garantissant une production devant satisfaire les besoins locaux et ceux des marchés environnants africains et arabes. Evoquant le développement du secteur, ces dernières années, il souligne que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la consécration de notre souveraineté pharmaceutique et que l'Algérie a pu relever le défi de la Covid-19 et assurer une large couverture des besoins nationaux en produits pharmaceutiques. Et d'ajouter que ces efforts, sont renforcés, de plus en plus, par une profonde conviction de la nécessité de

développer la production pharmaceutique qui est devenue un secteur stratégique sur décision des hautes autorités du pays en vue de la diversification économique du pays, selon M. Aoun. Nul n'est besoin de préciser que plusieurs réformes ont permis un changement paradigme dans le pays, où les produits de santé qui étaient une enveloppe budgétaire sont devenus un levier de croissance. Il faut savoir que l'industrie pharmaceutique est la locomotive de l'industrie en générale en Algérie, et qu'elle connaît depuis une vingtaine d'années une croissance à deux chiffres. Certains estiment que le challenge c'est d'acquérir le know how, donc le savoir-faire, pour la production de nouvelles technologies. Objectif : faire mûrir une industrie encore jeune à l'échelle mondiale.

Renforcement et diversification de la production locale en 2024

Le secteur pharmaceutique algérien couvre 70 % des besoins de la population algérienne en générique. Pour donner vie à sa stratégie sanitaire, l'Algérie s'appuie sur le laboratoire public Saidal. Il a été l'un des premiers

en Afrique à produire un vaccin anti-Covid, le Coronavac, en collaboration avec la Chine. L'entreprise se tourne vers l'Afrique et soutient le développement d'une industrie continentale intégrée, avec des pôles régionaux spécialisés. L'un des enjeux est désormais de convaincre les principaux bailleurs de fonds, comme l'OMS, d'acheter des médicaments africains, afin de créer de la valeur ajoutée sur le continent. Dans cette optique, le ministre des industries pharmaceutiques a appelé, les cadres de son ministère à renforcer et à diversifier la production locale en 2024, d'autant que l'Algérie dispose de tous les atouts lui permettant de devenir un pôle économique industriel par excellence. A ce propos, M. Aoun a estimé qu'il n'était pas facile d'ériger l'industrie en un secteur pionnier dans plusieurs domaines sans identifier les problèmes majeurs auxquels est confronté le secteur dans le souci d'y remédier. A cet effet, le ministre a instruit les cadres, notamment pour renforcer toutes les filières à valeur ajoutée générée par les opérations de production et les industries manufacturières.

SALON MITIDJA POUR LA
PRODUCTION ET
L'EXPORTATION70 opérateurs au
rendez-vous

Soixante-dix (70) opérateurs économiques prendront part au troisième Salon régional Mitidja pour la production et l'exportation prévu lundi prochain à Blida, a-t-on appris jeudi auprès de la direction régionale du commerce et de promotion des exportations.

« Cette 3e édition verra la participation de 70 opérateurs économiques, issus en majorité de Blida, en plus de représentants de la wilaya d'Aïn Defla qui sera l'invitée d'honneur de l'événement », a indiqué à l'APS la directrice du secteur, Samia Abassa.

Cet événement économique rentrant dans le cadre du programme du ministère de tutelle visant à encourager les exportations hors hydrocarbures, comprend la tenue d'une exposition au complexe sportif « Mustapha Tcha-ker » pour faire connaître le produit local et sa qualité, selon la responsable. Mme Abassa a observé que le produit algérien est d'une qualité lui permettant de pénétrer le marché extérieur et d'être concurrentiel, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, la cosmétique, les matériaux de construction et autres activités industrielles.

Des conférences sur des thématiques liées à l'exportation, à l'instar des zones de troc frontalier (dans le sud du pays), les zones de libre-échange et les problèmes rencontrés par les exportateurs (transport de marchandises, assurances) seront aussi animées en marge de ce Salon de trois jours.

Soulignant que cet événement économique permettra l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation pour les entreprises, la directrice régionale du Commerce a noté que des bureaux spécialisés en exportation y prendront aussi part. « Cela permettra de créer un espace pour la conclusion d'accords de travail », a-t-elle dit, informant qu'un bureau d'exportation Libyen a été invité, à ce titre.

Le salon verra également la participation des directions de l'emploi et de la formation et de l'enseignement professionnels dans le but de constituer un trait d'union entre les demandeurs d'emploi et les entreprises productives, et permettre aux opérateurs économiques d'exprimer leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée, selon la même source.

ELECTROMÉNAGER

La production nationale
couvre 83% du marché local

La production nationale dans le secteur électroménager couvre près de 83% des besoins du marché local, a indiqué jeudi à Alger le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Par R. E.

La filière de l'électroménager a augmenté considérablement ses capacités de production réussissant à couvrir près de 83% des besoins du marché local, a précisé M. Aoun dans une allocution lue en son nom par la directrice générale du développement industriel au ministère, Amel Allam, à l'occasion de l'ouverture de la 2e édition du Salon international de l'électroménager.

Cette dynamique a permis à certaines entreprises du secteur d'exporter vers des pays africains et européens, a-t-il poursuivi. Mettant en avant le rôle de cette filière dans la création d'emplois directs et la densification du tissu industriel national, il a relevé le « développement significatif » de cette industrie en termes de qualité, conformé-

ment aux exigences du marché mondial, mais aussi à celles du consommateur algérien, de plus en plus soucieux d'acquérir des produits de qualité conformes aux normes internationales, a ajouté le ministre.

D'après les chiffres avancés dans l'allocution du ministre, le secteur privé représente 87% des entreprises activant dans cette filière. M. Aoun a souligné que son département ministériel veillait à accompagner les opérateurs économique activant dans ce domaine en encadrant la filière et en permettant aux acteurs de bénéficier de mesures incitatives en vue d'augmenter le taux d'intégration nationale.

Rappelant les efforts déployés pour créer un environnement propice à l'investissement et favorisant le développement de la production locale et les exportations, notamment à la faveur de

la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement et de ses décrets exécutifs, M. Aoun a également mis en exergue le développement qui s'est opéré dans le secteur bancaire, avec l'ouverture de banques algériennes dans des pays africains, qui serviront de plateformes pour l'accompagnement des entreprises algériennes exportatrices, notamment dans le secteur électroménager.

Le ministre a, par ailleurs, souligné l'importance de ce salon, qui se veut une plateforme pour la promotion de cette industrie et l'encouragement de la production nationale et de l'accès aux marchés étrangers.

Cet événement économique, qui se poursuivra jusqu'au 19 février, rassemble 22 exposants, selon les organisateurs, qui attendent plus de 45.000 visiteurs.

DEUXIÈME ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'ELECTROMÉNAGER

LG ELECTRONICS Algérie dévoile ses innovations

LG ELECTRONICS Algérie, a tenu aujourd'hui une conférence de presse dédiée aux produits innovants de LG à l'occasion de sa participation à la deuxième édition du Salon International de l'Électroménager (SIEM), qui se déroule du 15 au 19 février 2024 au Palais des Expositions (Safex - pavillon U) à Alger. Avec un stand impressionnant d'une superficie de 238m², LG ELECTRONICS Algérie a saisi cette opportunité pour présenter sa gamme de produits premium d'électroménagers, incluant la nouvelle machine à laver Vivace 12KG, le lave-vaisselle, les réfrigé-

rateurs multi-portes InstaView, les téléviseurs UHD ainsi que les climatiseurs. Ces produits sont équipés de technologies innovantes visant à offrir une expérience utilisateur unique et à répondre aux besoins des consommateurs les plus exigeants.

Tout comme lors de la première édition, les visiteurs auront la possibilité de profiter de promotions exclusives pendant toute la durée du salon, du 15 au 19 février.

Notamment sur le téléviseur LG UHD, 4K TV, 65 pouces. Ce téléviseur continue de définir de nouveaux standards en matière de qualité

d'image grâce à ses fonctionnalités avancées. De même, le lave-vaisselle QuadWash, un incontournable de la gamme premium d'électroménagers LG, ainsi que la toute nouvelle machine à laver Vivace 12KG bénéficieront de remises spéciales. Cette dernière rencontre un succès remarquable auprès des utilisateurs en raison de ses performances de lavage supérieures et optimales. La promotion s'étend également au réfrigérateur multi-portes InstaView, offrant aux utilisateurs la possibilité de voir à l'intérieur sans avoir besoin d'ouvrir la porte, simplement en tapo-

tant deux fois. De plus, le climatiseur Artcool Dual Inverter Compressor™ 18K BTU propose des options populaires pour ceux qui cherchent à réguler la température de leur maison ou de leur bureau.

Enfin, la promotion inclut également le micro-ondes LG, un élément essentiel dans chaque cuisine, offrant un réchauffage uniforme, une cuisson rapide et une technologie lightwave pour une cuisson saine. « Venez découvrir le stand LG au Salon SIEM, Pavillon U, du 15 au 19 février, et profitez des promotions exclusives ! », indique LG dans son communiqué.

COSMETICA ALGÉRIE

La deuxième édition
prévue du 21 au 24 février à Alger

La deuxième édition du Salon international des cosmétiques «Cosmetica Algeria » sera organisée du 21 au 24 février 2024 au pavillon Ahaggar au Palais des expositions à Alger, ont indiqué samedi, les organisateurs de l'évènement dans un communiqué.

Pas moins de 150 exposants entre nationaux des secteurs privé et public et étrangers, venus de 15 pays, prendront part à cet événement et présenteront les derniers produits, ainsi que les dernières innovations dans ce domaine, précise la même source rele-

vant que le salon constitue «une véritable plateforme d'échange et d'affaires des acteurs du secteur, un rendez-vous incontournable pour discuter des perspectives d'avenir ». Elle ajoute que «Cosmetica Algeria » est un salon professionnel dédié à l'industrie des cosmétiques et de la beauté, couvrant divers secteurs tels que les ingrédients, les matières premières, l'emballage, les machines et les équipements, les produits capillaires, les produits de beauté, les parfums, les produits organiques et naturels, entre autres. Le Salon a pour ob-

jectif, est-t-il souligné, de mettre en avant le secteur des cosmétiques en réunissant l'ensemble des entreprises nationales et internationales qui exposeront leurs produits et équipements durant les quatre jours de la manifestation afin de répondre à la demande du marché national et aussi de promouvoir en direction des visiteurs étrangers leurs produits à l'international.

Cet événement mettra, également, en évidence le rôle dudit secteur dans le développement économique, tant à l'échelle locale que nationale, tout en

prospectant les opportunités de partenariat et d'exportation les plus prometteuses pour pénétrer les marchés internationaux, en particulier celui du continent africain », détaille encore la même source.

Par ailleurs, selon le même communiqué, des conférences et des workshops couvrant tous les aspects de l'industrie cosmétique et incluant les tendances actuelles, les idées innovantes ainsi que le développement de cette industrie en Algérie ont prévus tout au long du salon.

R. E.

7E SOMMET DU GECF

Une occasion pour replacer le gaz sur l'échiquier énergétique mondial

Le 7e Sommet du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Alger du 29 février au 2 mars, sera l'occasion de replacer le gaz naturel sur l'échiquier énergétique mondial.

Synthèse S R.

L'expert en énergie Mohamed Saïd Beghoul a souligné, dans un entretien à l'APS que «le 7e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du GECF se tiendra sur fond géopolitique et énergétique particulier, avec les décisions de la COP28 qui a, bien que difficilement, accordé un sursis au gaz comme carburant de la transition énergétique», ce qui redonne, a-t-il ajouté, « au GECF l'occasion de replacer confortablement le gaz naturel sur l'échiquier énergétique pour les années à venir au profit d'une demande soutenue».

Parmi les autres facteurs haussiers pouvant alimenter la demande mondiale sur le gaz, l'expert a évoqué la tension en mer rouge qui « perturbe » le transport du gaz naturel liquéfié (GNL) et dont les retombées pourraient, selon lui, « générer un déficit gazier sur le marché à la faveur des prix élevés, surtout en cette période d'hiver ».

Dans ce contexte, M. Beghoul a assuré que l'Algérie, avec sa « solide et longue » expérience dans l'industrie gazière, et qui assure le secrétariat général du Forum et abrite le 7e Sommet ainsi que le siège de l'Institut de recherches sur le gaz du

GECF, a un rôle « charismatique très important à jouer ».

Tout en faisant observer que l'Algérie demeure un pays à « vocation gazière », l'expert a rappelé que le pays disposait, dans les années 60, d'un « monopole » en GNL avec la construction, en 1964 à Arzew, de la première usine de liquéfaction du gaz au monde (CAMEL- Compagnie algérienne du méthane liquéfié, aujourd'hui GL4Z), qui avait permis à Sonatrach d'effectuer ses premières livraisons de GNL, dès 1965, au Royaume-Uni (avec British Methane) et à la France.

L'Algérie, un pays gazier leader sur tous les plans

En termes de réalisations, M. Beghoul, auteur d'un ouvrage consacré au pétrole algérien, a notamment souligné l'atteinte du seuil de 60 milliards m3 d'exportations gazières avant l'année 2000, et la construction d'un nouveau gazoduc, le Medgaz vers l'Espagne, mis en service en 2011, ainsi que la réalisation de quatre usines de liquéfaction (GNL) et l'acquisition de navires méthaniers.

« Aujourd'hui, l'Algérie, membre fondateur du GECF, est un pays gazier leader sur tous les plans, à même d'exporter son

expertise », a-t-il relevé. S'agissant des perspectives de l'industrie gazière algérienne, l'expert a estimé qu'il existait cinq principaux facteurs motivant une « véritable stratégie gazière ». Il s'agit, a-t-il énuméré, du potentiel gazier du domaine minier, du niveau des réserves prouvées mobilisables, des capacités de production et de traitement du gaz naturel, des moyens de transport pipelinier et maritime (méthaniers) mais aussi de l'existence d'un marché.

Sur ce plan, il a soutenu que l'Algérie possédait l'infrastructure de production, de traitement et de transport dont elle a besoin, avec un réseau pipelinier de 13.000 Km (intérieur et pour l'exportation), soit 45% du réseau africain, quatre unités de liquéfaction, ainsi qu'une flotte de méthaniers, sans oublier sa longue expérience dans l'industrie gazière et l'existence d'un marché proximal européen.

Pour cet expert, toute augmentation importante de production et d'exportation passe impérativement par la découverte de nouvelles réserves par un effort d'exploration de gisements de taille et l'investissement dans le gaz non conventionnel, tout en veillant au respect de l'environnement, et en poursuivant l'augmentation du niveau des réserves actuelles.

PÉTROLE

L'AIE met en garde contre la faiblesse des stocks mondiaux

L'Agence internationale de l'énergie met en garde contre la faiblesse des stocks mondiaux de pétrole, même si la croissance de la demande mondiale en or noir continue de décélérer et devrait atteindre un nouveau pic en 2024. « Les stocks mondiaux de pétrole observés ont chuté d'environ 60 millions de barils en janvier (...) les stocks terrestres tombant à leur plus bas niveau depuis au moins 2016 », date des premières séries de mesures, a indiqué jeudi l'AIE dans son rapport mensuel sur le pétrole. En décembre, les stocks mondiaux avaient augmenté de 21,6 millions de barils, en raison d'une augmentation des stockages de pétrole en mer (+60,7 mb à 1.835 mb) qui a plus que compensé les baisses des stocks terrestres (-39 mb), sur fond de perturbations du trafic maritime en mer Rouge, qui ont rallongé les distances et les délais de livraison de pétrole. « Les faibles stocks de pétrole (...) peuvent limiter la capacité de l'industrie à répondre à une demande inattendue ou à des perturbations de l'offre », a prévenu l'agence de l'énergie de l'OCDE basée à Paris.

« Compte tenu des risques géopolitiques accrus », au Moyen-Orient « et de la faiblesse des stocks mondiaux de pétrole, un léger excédent pourrait contribuer à contenir la volatilité du marché », souligne aussi l'AIE. Dans ce contexte, l'AIE estime dans le même temps que « la décélération (de la croissance de la demande de pétrole) s'accélérera en 2024 », sous l'effet des difficultés économiques, mais aussi des progrès de l'efficacité énergétique et de l'essor du parc de véhicules électriques dans le monde. La croissance de la demande mondiale d'or noir devrait s'élever à une moyenne de 1,2 millions de barils par jour, « soit la moitié de la forte expansion de l'année dernière » (2,3 mb/j). La Chine, l'Inde et le Brésil devraient représenter plus des deux tiers (78%) de la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2024, qui devrait atteindre un nouveau pic de 103 millions de barils par jour.

R I.

GAZ NATUREL

Une ressource incontournable dans la transition énergétique mondiale

Avec une part en constante progression en termes de consommation dans le monde, le gaz naturel est plébiscité à l'échelle mondiale comme étant une ressource au rôle clé dans la transition énergétique, affichant désormais une croissance plus rapide que celle du pétrole, pour atteindre 26% de la demande en énergie à l'horizon 2050. De par son impact limité sur l'environnement grâce notamment à ses faibles émissions de carbone comparativement aux autres énergies fossiles, le gaz naturel s'affirme comme la source d'hydrocarbures la plus propre et donc la moins polluante et a, de ce fait, un rôle vital à jouer dans le sillage de la transition énergétique mondiale vers les énergies vertes.

Avec une part évaluée actuellement à un peu plus de 23% dans le mix énergétique mondial, (qui est la répartition des différentes énergies primaires dans la production d'énergie), le gaz naturel devrait se tailler une part en progression à pas moins de 26% en 2050, selon les données du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF), dont le 7e Sommet se tiendra à Alger, du 29 février au 2 mars. En d'autres termes, le gaz naturel "a de beaux jours devant lui" et pour de longues décennies, s'accordent à dire experts, observateurs et organismes

spécialisés en énergie. Cela est dû notamment aux avantages environnementaux et même économiques indéniables qu'offre le gaz naturel, le rendant un élément incontournable dans le développement économique. Parmi les atouts du gaz naturel dans le processus de transition énergétique, sa contribution dans la réduction des émissions de carbone et de polluants dangereux responsables de la dégradation de la qualité de l'air, tels que les oxydes d'azote, les oxydes de soufre et les particules. De plus, le gaz émet 50% d'oxydes d'azote de moins que le charbon et 85% de moins que le pétrole. Avec ces avantages écologiques, le gaz naturel est l'un des outils mondiaux qui permettent de réduire les émissions de manière rapide, rentable et constante.

Il constitue également une source d'énergie compétitive grâce à l'abondance et à la diversité des centres de production et des voies d'approvisionnement, par voies maritime et via gazoducs. Tous les principaux scénarios énergétiques qui prévoient sérieusement la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) établis par l'ONU soulignent le rôle essentiel du gaz naturel dans le mix énergétique mondial. Le GECF souligne aussi que cette ressource est le meilleur partenaire des énergies re-

nouvelables (EnR) dans la transition vers des économies bas carbone, notamment dans la production d'électricité, moteur du développement des EnR.

Une demande mondiale en hausse de 25% depuis 2010

Et pour renforcer davantage la place du gaz naturel, comme option la plus réaliste dans la transition énergétique, l'industrie du gaz à l'international est en pleine phase de décarbonation, notamment par l'introduction de techniques nouvelles de captage de gaz, l'utilisation et la séquestration de CO2 et par l'hydrogène tiré du gaz naturel, en vue de rendre cette industrie plus verte tout au long de la chaîne de valeur d'approvisionnement (amont, activité intermédiaire et aval). Actuellement et de façon globale, les sources d'énergie fossile (pétrole, gaz et charbon) représentent selon des données récentes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), 70,4% du mix énergétique dans le monde et devrait diminuer à l'horizon 2045, à 69,2%. En volume, la demande sur le gaz naturel durant les deux prochaines décennies devrait croître graduellement de 1,1% en moyenne annuelle pour totaliser une hausse de 36% à

5.460 mds m3 à l'horizon 2050 contre 4.025 mds m3 en 2021, indique un rapport du GECF. Avec ces perspectives, le gaz naturel consolidera ses performances enregistrées ces dernières années, puisque la demande mondiale a progressé depuis 2010 de 25%, passant de 3.326 milliards de m3 en 2010 à 4.159 milliards de m3 en 2022, relève pour sa part l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Et contrairement au gaz naturel, qui présente l'avantage d'être la source d'hydrocarbures la plus propre parmi les autres énergies fossiles à fortes émissions de CO2, c'est le charbon qui devra connaître une forte baisse de sa part dans le mix énergétique mondial à l'horizon 2045, à 15,5% seulement contre 26,1% en 2022, notent les chiffres de l'Opep qui prévoit un léger recul de la part du pétrole, qui devrait passer de 31,2% à 29,5% sur la même période. Cela intervient dans le sillage de l'action internationale en vue de réduire l'impact des activités humaines et notamment du secteur de l'énergie sur le climat, à travers la limitation des émissions de gaz à effet de serre (GES) par des engagements internationaux, dans le cadre des Conférences des parties (COP) sur le climat.

R E.

LITTORAL DE TOUDJA (BÉJAÏA)

Démolition d'une cinquantaine d'habitations illicites

Cinquante-une (51) habitations érigées illégalement à Ti-ghremt, sur le littoral à 40 km à l'ouest de Bejaia, au mépris des règles d'urbanisme, notamment l'impératif de possession d'un permis de construire, ont été démolies a indiqué un communiqué de la wilaya. L'opération s'est déroulée en présence des autorités locales et des services de sécurité, munis d'un arrêté judiciaire de démolition, conformément à la loi 23-18, du 28 novembre 2023, portant protection et sauvegarde du foncier public, a-t-on précisé Les habitations xconcernées ont été construites illégalement sur le domaine public maritime sans la moindre autorisation en rapport, et qui de plus, ont été réalisées sur une zone d'extension touristique (ZET), dont certaines à moins de 100 mètres linéaires, a-t-on ajouté. Le même communiqué explique que le site impacté « fait partie des espaces remarquables de la côte occidentale de Bejaia et qui renferme les plus belles plages et paysages de la wilaya ». Cette opération programmée, sur deux jours, va s'étendre aux autres sites limitrophes, qui comprennent, pour leur part, un lot de plus de 200 habitations, selon la même source. Entamée depuis novembre dernier, l'opération de démolition des constructions illicites a déjà mis à terre, outre le lot d'aujourd'hui, près de 60 maisons bâties illégalement sur le domaine public. Dans les jours à venir, il est envisagé de s'attaquer à toutes les constructions érigées illégalement à hauteurs des plages de Saket, Aach El Vaz, et Boulimat, a-t-on expliqué.

M'SILA

Réouverture des marchés à bétail

Les marchés à bétail dans la wilaya de M'sila fermés depuis deux mois après l'apparition de plusieurs cas confirmés de fièvre aphteuse dans la commune de Khet-touti Sed El Djir ont été rouverts, apprend-on jeudi du directeur local des services agricoles (DSA). Dans une déclaration à l'APS, M. Amir Khentit a indiqué que « la réouverture des marchés hebdomadaires à bétail dans la wilaya vient à la suite de la stabilisation de la situation sanitaire animale avec toutefois la consolidation du contrôle vétérinaire au niveau de ces marchés et l'obligation de signaler tout cas suspecté de fièvre aphteuse ». Le même responsable a assuré que parallèlement à la réouverture de ces marchés, il sera procédé au maintien d'une série de mesures préventives permettant de circonscrire d'éventuels foyers dont le respect de la réglementation sanitaire et des règles d'hygiène dans les marchés, les exploitations agricoles et les étables en plus du contrôle continu des déplacements des bêtes soumis à l'obtention de certificats sanitaires de vaccination délivrés par les services vétérinaires. A rappeler qu'au cours du mois de décembre passé, des cas de fièvre aphteuse avaient été enregistrés dans une exploitation agricole de la localité de Dialem dans la commune de Khettouti Sed El Djir suite à quoi le wali de M'sila, Nedjemeddine Tiar, a promulgué un arrêté de fermeture des marchés à bétail de la wilaya.

SÉTIF

Vers la valorisation des thermes romains de Hammam Guergour

Les responsables locaux du secteur de la culture travaillent d'arrache-pied à valoriser les thermes romains de Hammam Guergour (Sétif), une localité connue pour ses eaux thermales classées à l'international, afin d'en faire une attraction touristique renseignant sur la riche histoire de cette région située sur les hauteurs de wilaya de Sétif.

Le directeur de wilaya de la culture et des arts, Hachemi Amer, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que ce vestige archéologique remontant à l'époque romaine (entre le 4ème et Vème siècle de notre ère), est "l'une des reliques les plus importantes de la région de Hammam Guergour" et nécessitait, de ce fait, "une intervention urgente pour l'aménager et délimiter son périmètre". C'est ainsi, a ajouté ce responsable, que plusieurs opérations sont actuellement en cours, visant à "valoriser et à réhabiliter ces thermes qui ont connu d'importantes dégradations, en procédant, d'abord, à une opération de nettoyage du site sous la supervision de spécialistes en archéologie de la direction de la culture". Selon M. Amer, plusieurs rencontres ont été organisées avec les élus de la commune de Hammam Guergour et des associations actives dans le domaine du tourisme et de la préservation des sites archéologiques, qui ont conclu à la "nécessité d'organiser de vastes campagnes de nettoyage du site et d'enlèvement de tous les sédiments qui s'y trouvent,

en plus de la mise en place d'une clôture pour éloigner toute intrusion malveillante". Il a tenu à souligner, dans ce cadre, que toutes les actions envisagées impliqueront tous les acteurs de terrain, chercheurs, associations et étudiants du département d'histoire et d'archéologie de l'Université de Sétif. Des visites à caractère pédagogique pour la reconnaissance du site ont été organisées au profit d'enseignants-chercheurs de l'université Mohamed-Lamine Debaghine, d'étudiants et d'acteurs du mouvement associatif versés dans le tourisme, le patrimoine et des vestiges anciens, dont la finalité étant de "faire connaître le site et le sauvegarder en raison de sa valeur historique et du caractère éminemment précieux des antiquités qu'il renferme, notamment des mosaïques reflétant le mode de vie qui caractérisait la région dans les temps anciens". Le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Sétif a indiqué, à ce propos, que des travaux ont été entamés et se poursuivent sans discontinuer, en coordination avec l'asso-

ciation "Adsava" de la commune de Hammam Guergour, en vue de valoriser ce site archéologique et de minimiser les dégâts qui l'ont affecté et ce, en coordination avec de nombreux secteurs, tels que la conservation des forêts, qui s'emploie actuellement à couper les racines des arbres qui se sont développées sous terre et endommagé le sol sur lequel reposent ces thermes également affectés par les eaux thermales souterraines qui en ont "grignoté" plusieurs parties . Il s'agit-là d'actions parfois très compliquées au regard du relief difficile et de la nature extrêmement accidentée de cette région montagnieuse. La direction de la culture et des arts "s'emploie aussi, à l'heure actuelle, à l'élaboration d'une fiche technique de ces thermes romains, par un bureau d'études spécialisé, afin de finaliser un dossier en vue du classement de ce site, ce qui contribuera à le sauver", a ajouté M. Amer, soulignant que "l'éminence du rôle des chercheurs, des étudiants et de toutes les associations pour atteindre cet objectif".

GUELMA

1 milliard DA pour l'aménagement et la réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé mercredi à Guelma l'octroi d'une enveloppe financière d'un (1) milliard DA pour l'aménagement et la réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées (STEP) du chef-lieu de wilaya au titre de la stratégie nationale de prise en charge des infrastructures de base de traitement. Dans une déclaration à la presse en marge de la mise en service de la station de traitement de l'eau potable à proximité du barrage de Bouhamdane dans la commune de Hammam Debagh, M. Derbal a indiqué que "la mobilisation par les pouvoirs publics de cette enveloppe financière importante pour la modernisation de cette STEP en service depuis de longues années permettra de fournir d'importantes quantités d'eau traitées pour l'irrigation agricole". La réhabilitation de cette unique station d'épuration des eaux usées de la wilaya qui se trouve sur les berges de l'oued Seybous s'inscrit dans la stratégie nationale d'augmenter les capacités d'épuration des eaux usées à l'échelle nationale", a ajouté le ministre rappelant que l'objectif fixé à l'échelle nationale est d'utiliser 60 % des eaux ainsi traitées en agriculture. Selon le ministre, la wilaya de Guelma connue pour ses grandes capacités agricoles "a grand besoin d'utiliser des eaux non conventionnelles issues de l'épuration pour combler le déficit résultant des changements climatiques et faire

face au stress hydrique en découlant, responsable du recul du niveau d'eau du barrage stratégique de Bouhamdane exploité pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation agricole à 43 millions m3, soit un taux de remplissage de 23 % pour une capacité théorique de 185 millions m3". Le ministre a révélé que Guelma a bénéficié dans le cadre de cette stratégie nationale d'un projet de réalisation d'une seconde station de traitement des eaux usées à installer dans la commune d'Oued Zenati, grande agglomération urbaine de l'Ouest de la wilaya dont les eaux usées sont rejetées dans les cours d'eau, assurant que sa réalisation permettra de protéger le barrage de Bouhamdane contre la pollution et de diriger les eaux ainsi traitées vers le secteur agricole. Selon les explications données au ministre à la station de traitement de l'eau mise en service aujourd'hui au barrage de Bouhamdane avec une capacité de 500 litres/seconde, permettra d'ajouter quatre communes de l'Ouest de la wilaya (Oued Zenati, Bordj Sebat, Ain Regada et Bouhamdane) au système d'irrigation depuis cet ouvrage outre l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de sept autres communes. M. Derbal a suivi au début de sa visite un exposé détaillé sur le secteur au siège de la wilaya, affirmant que son département ministériel a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'approvisionnement des citoyens en quantités

suffisantes d'eau au cours du mois de Ramadhan. Il a exhorté les responsables à se concentrer actuellement sur la réalisation des opérations à impact direct sur l'amélioration de l'approvisionnement des citoyens en eau potable. Il a également souligné que les quantités actuellement dirigées vers l'approvisionnement de certaines communes de la wilaya de Guelma sont insuffisantes surtout que certaines ne sont alimentées qu'une fois par semaine à l'instar de Bouchegouf et d'autres une fois tous les quatre jours à l'instar d'Oued Zenati et Khezara, relevant que les pouvoirs publics ont mobilisé tous les moyens financiers pour hâter la réalisation des opérations programmées pour améliorer l'approvisionnement de ces communes à partir des eaux souterraines en attendant l'alimentation de certaines communes de Guelma depuis la station de dessalement de l'eau de mer en cours de réalisation, dans la wilaya d'El Tarf. Au siège de la wilaya, le ministre a présidé la cérémonie de signature d'un contrat d'encadrement entre l'université 8 mai 1945 et la direction locale des ressources en eau, ainsi que la distribution de 18 camions avec citernes d'eau à certains communes enregistrant une perturbation en alimentation avant de clôturer sa visite par la mise en service d'un château d'eau au profit de la nouvelle agglomération HadjrMangoub dans la commune de Belkheir.

GREENWASHING

Les grandes compagnies pétrolières protègent les combustibles fossiles en mentant sur leurs ambitions écologiques

Un récent sondage d'opinion a ébranlé le monde des lobbyistes de Big Oil dans leurs célèbres costumes à mille dollars et leurs chaussures en crocodile. Selon le Pew Research Center, 37 % des Américains estiment désormais que la lutte contre la crise climatique devrait être la priorité numéro un du président Joe Biden et du Congrès, et 34 % d'entre eux la placent parmi leurs priorités, même s'ils ne la placent pas au premier rang.

2^e partie et fin

Source : Tom Dispatch, Juan COLE
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Dans sa plainte, l'État met en avant des campagnes de marketing telles que celles présentées sur la chaîne YouTube d'ExxonMobil, qui montre encore une publicité produite il y a huit ans : Making the World's Energy go Further, qui, en seulement 30 secondes, présente un pot-pourri des plus grands succès de l'écoblanchiment – biocarburant à base d'algues, nouvelle technologie pour capturer les émissions de CO₂, et voitures deux fois plus efficaces en termes de consommation d'essence. Les biocarburants à base d'algues ont toutefois mordu la poussière ; il n'existe pas de méthode abordable et sûre pour capturer et stocker le dioxyde de carbone ; et les voitures électriques sont entre « 2,6 et 4,8 fois plus efficaces pour parcourir un kilomètre qu'un moteur à combustion interne à essence », selon le Conseil de défense des ressources naturelles (Natural Resources Defense Council).

Le plus grand défaut de ces publicités, cependant, est que les concepteurs de la compagnie pétrolière essayaient de convaincre le public qu'ExxonMobil investissait des ressources importantes dans des alternatives durables. Comme le souligne l'État du Massachusetts, en réalité : « ExxonMobil a augmenté sa production et serait aujourd'hui le foreur le plus actif dans le bassin permien, le champ de pétrole de schiste situé dans l'ouest du Texas et le sud-est du Nouveau-Mexique qui produit du pétrole à bas prix en quelques mois, au lieu des années nécessaires aux grands projets offshore pour commencer à produire du brut [...] ExxonMobil a investi des milliards de dollars dans le développement d'énormes projets de sables bitumineux au Canada, qui sont parmi les projets d'extraction de pétrole les plus coûteux et les plus polluants au monde. »

La capture du carbone et le lac Nyos

Une escroquerie encore plus dangereuse que les biocarburants à base d'algues (invraisemblable mais pas mortelle) est l'idée du captage et du stockage du carbone (CSC). Rappelez-moi : Pourquoi essayer de stocker des milliards de tonnes d'un gaz toxique ? Le 21 août 1986, des dépôts souterrains de dioxyde de carbone ont fait surface dans le lac Nyos, au Cameroun, tuant près de 2 000 personnes, des milliers de bovins et d'autres animaux, et transformant quatre villages locaux en cimetières. Certains scientifiques craignent qu'un stockage souterrain similaire de dioxyde

de carbone dans d'autres régions ne déclenche des tremblements de terre. Et que se passerait-il si ces tremblements de terre libéraient à leur tour le gaz ? Honnêtement, comme je me souviens encore de la catastrophe de l'Exxon Valdez en 1989, où 42 millions de litres de pétrole se sont déversés dans les eaux au large de l'Alaska, détruisant des centaines de kilomètres de littoral et tuant un nombre inconnu de créatures marines et d'oiseaux, je préférerais qu'ExxonMobil ne stocke pas de dioxyde de carbone près de chez moi. Pire encore, la majeure partie du CO₂ récolté jusqu'à présent par les compagnies pétrolières a été injectée dans les sites de forage pour aider à produire – oui, vous l'avez deviné ! – plus de pétrole. Pire encore, des études ont montré que la technologie de capture du carbone émet elle-même beaucoup de dioxyde de carbone, qu'elle ne peut capturer qu'une fraction du CO₂ émis par les combustibles fossiles et que l'arrêt pur et simple de la production de charbon, de gaz fossile et de pétrole au profit de l'éolien, du solaire, de l'hydraulique et des batteries est bien plus sûr, moins coûteux et meilleur pour l'environnement.

Le piégeage du carbone est cependant l'un des outils d'écoblanchiment préférés des grandes compagnies pétrolières, puisque les dirigeants de ces dernières peuvent prétendre qu'une percée technologique quelque part à l'horizon justifie de continuer à rejeter des quantités record de CO₂ à l'heure actuelle. Le sénateur Joe Manchin (Démocrate-Virginie ouest) a gaspillé des milliards de dollars du contribuable en incluant des dispositions relatives à la recherche et au développement du CSC dans la loi de Joe Biden sur la réduction

de l'inflation, par ailleurs admirable. Ce faisant, il est parvenu à insérer une technique clé de blanchiment écologique dans la législation climatique la plus progressiste jamais adoptée par un État industrialisé producteur d'hydrocarbures. Quant au sultan Al-Jaber, qui dirige la COP28, il a laissé tomber son masque en novembre lors d'un échange tendu avec l'ancienne présidente irlandaise Mary Robinson, qui l'avait invité à une discussion en ligne sur la manière dont la vie des femmes pourrait être améliorée si l'on s'attaquait efficacement à la crise climatique. Lorsqu'elle l'a invité à présider la COP28, il a explosé : « Je ne participerai en aucun cas à une discussion alarmiste. Il n'y a pas de données scientifiques, ni de scénario, qui disent que l'élimination progressive des combustibles fossiles permettra d'atteindre l'objectif de 1,5 °C. » Il s'oppose à l'objectif préconisé par les scientifiques et de nombreux diplomates d'éliminer rapidement les hydrocarbures. Il se dit partisan d'une réduction progressive de leur utilisation, et non d'une élimination présumée.

Il a ajouté : « Aidez-moi, s'il vous plaît, montrez-moi la feuille de route pour une élimination progressive des combustibles fossiles qui permettra un développement socio-économique durable, à moins que vous ne vouliez ramener le monde dans les cavernes. » Al-Jaber a pris des gants, car il sait certainement que l'Agence internationale de l'énergie a publié une telle feuille de route, qui exige effectivement une réduction rapide de l'utilisation des combustibles fossiles. Et dans le cas contraire, il est tout à fait concevable que, quelque part, la capitale des Émirats arabes unis, Dubaï, devienne trop chaude

pour être habitable.

Compte tenu de l'effondrement du coût des énergies vertes, il est clair que l'abandon rapide et complet des combustibles fossiles améliorera la qualité de vie des populations du monde entier tout en rendant l'énergie moins chère. En fin de compte, la COP28 n'a pu que lancer un appel anodin à la « transition vers la sortie » des combustibles fossiles. Malgré l'écoblanchiment de al-Jaber lors du sommet sur le climat, il n'existe pas d'alternative réaliste à l'abandon progressif des combustibles fossiles, et ce dans un délai accéléré, si l'on ne veut pas que le climat de notre planète se transforme en un monstre de Frankenstein. Après tout, 2023 s'est déjà avérée être une année exceptionnelle en termes de chaleur, avec des mois et des mois de chaleur record sur l'ensemble du globe. Malheureusement, comme la production de combustibles fossiles ne cesse d'augmenter, ce n'est que le début, et non la fin, de l'ébullition potentielle de notre planète.

Certes, dans les meilleures circonstances, cette transition sera difficile et, selon les Nations unies, nécessitera certainement plus d'investissements que les pays du monde n'en font aujourd'hui, mais elle semble éminemment réalisable. Quant à ExxonMobil et aux autres majors pétrolières, chaque jour où elles résistent à investir leurs profits obscènes dans des technologies d'énergie verte réellement innovantes est un jour où elles se rapprochent de leur future ruine financière. En attendant, elles causent bien sûr des dommages sans précédent à la planète, comme l'ont montré les catastrophes climatiques en série de 2023, que l'on pense être la plus chaude des 125 000 dernières années.



IRAK

Shell abandonne les négociations sur une usine pétrochimique

La major pétrolière Shell s'est retirée des négociations sur la construction d'une usine pétrochimique à Bassorah, le centre pétrolier du sud du pays, a annoncé mardi le ministère irakien du pétrole. Shell n'a pas pu être contacté dans l'immédiat pour un commentaire.

Un communiqué du ministère irakien du pétrole indique que Shell ne poursuivra pas les discussions avec le ministère de l'Industrie et des Minéraux et le ministère du Pétrole concernant son rôle en tant qu'"investisseur majeur" dans le projet pétrochimique de Nebras et son soutien continu au projet par le biais de son partenariat avec la Basra GasCompany.

En 2015, Shell a signé un accord-cadre d'une valeur de 11 milliards de dollars avec l'Iraq pour construire le complexe pétrochimique qui devrait théoriquement entrer en service dans les six ans et faire de l'Iraq le plus grand producteur pétrochimique du Moyen-Orient.

Un responsable irakien du secteur de l'énergie ayant eu connaissance des négociations relatives au projet a déclaré que des problèmes financiers et contractuels avaient retardé la conclusion d'un accord final avec Shell et avaient "fait échouer l'accord initial".

POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE

La BEI renforce son engagement

Pour l'année 2023, la BEI a confirmé l'octroi de nouveaux financements d'une valeur de 92 millions d'euros, accompagnés d'une augmentation de près de 50% des décaissements destinés à des projets visant une croissance économique durable, résiliente et inclusive, bénéficiant ainsi à l'ensemble des Tunisiens.

Dans le cadre de son engagement continu en faveur du développement économique de la Tunisie, la Banque européenne d'investissement (BEI) a tenu, hier à son siège, une rencontre avec la presse pour mettre la lumière sur ses initiatives et ses investissements dans le pays. Au cours de cette rencontre, la BEI, par le biais de sa division dédiée au développement, « BEI Monde », a annoncé une série de nouveaux financements ainsi qu'une augmentation significative des décaissements destinés à soutenir des projets clés favorisant une croissance économique durable et inclusive.

87 milliards d'euros en 2023

Sur le plan international, la BEI a accordé pas moins de 87 milliards d'euros de prêts et d'investissements en 2023, reflétant une activité historiquement élevée pour la banque. « Pour 2023, le montant total des activités de la BEI, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, s'approche des 90 milliards d'euros, avec environ 10% de ces

fonds alloués à des projets en dehors de l'UE, représentant 8,6 milliards d'euros », a indiqué Jean-Luc Revèreault, chef de la représentation de la BEI en Tunisie. En ce qui concerne la répartition des 8,6 milliards d'euros en dehors de l'UE par région, l'Afrique subsaharienne a été la région la plus servie en 2023, suivie des pays voisins du Sud et la Turquie. Malgré une légère baisse par rapport aux années précédentes, ces régions ont bénéficié d'importants financements de la part de la BEI. Pour la Tunisie, au cours des dix dernières années, la BEI a signé des accords totalisant plus de 2,1 milliards d'euros. Selon Jean-Luc Revèreault, bien que le rythme des accords se soit stabilisé, la Tunisie demeure l'un des principaux bénéficiaires des financements de la BEI. Malgré des fluctuations liées à la conjoncture économique, la tendance des accords montre une progression depuis 2019, avec des projets notables. « Pour l'année dernière, la BEI a confirmé l'octroi de nouveaux financements d'une valeur de 92 millions d'euros, accompagnés d'une augmentation de près de 50% des décaisse-

ments destinés à des projets visant une croissance économique durable, résiliente et inclusive, bénéficiant ainsi à l'ensemble des Tunisiens », a-t-il encore précisé. En outre, la Banque de l'Union européenne déploie des expertises techniques et des accompagnements sectoriels dans des domaines tels que l'eau et l'assainissement, le transport et les réseaux électriques, grâce aux fonds d'appui de l'Union européenne. « Durant l'année passée, la BEI a signé trois contrats pour un total de 92 millions d'euros, ciblant la construction d'écoles, l'interconnexion électrique avec l'Europe et le soutien aux micro-entrepreneurs, en coopération avec la Commission européenne. Bien que la pandémie de Covid-19 ait eu un impact sur l'activité économique, la tendance des accords montre une progression positive, avec des perspectives optimistes pour l'année 2024. En conclusion, la BEI continue de jouer un rôle crucial dans le développement économique de la Tunisie, tout en envisageant un avenir prometteur pour les projets à venir », a assuré Jean-Luc Revèreault.

EGYPTE/NOUVEAU PROGRAMME DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Un prêt de 3 milliards de \$ du FMI

Les progrès réalisés dans les discussions devraient ouvrir la voie à l'augmentation du montant du programme d'aide dont bénéficie le pays le plus peuplé du monde arabe. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé dans un communiqué publié le 1er février 2024, un accord avec l'Egypte sur « les principaux éléments » du programme de réformes économiques soutenu par un prêt de 3

milliards de dollars. « L'équipe du FMI et les autorités égyptiennes se sont mises d'accord sur les principaux éléments du programme de réformes économiques. Les autorités ont exprimé leur ferme engagement à agir rapidement sur tous les aspects critiques de ce programme », a déclaré Ivanna Vladkova Hollar, la cheffe d'une mission d'experts dépêchée par l'institution en Egypte depuis le 17 janvier 2024.

« Les deux parties continueront à travailler dans les prochains jours pour finaliser un mémorandum de politiques économiques et financières et déterminer l'ampleur de l'aide supplémentaire du FMI et d'autres partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux », a-t-elle ajouté. Les progrès réalisés dans les discussions devraient ouvrir la voie à l'augmentation du montant du programme d'aide dont

bénéficie ce pays d'Afrique du Nord qui subit de plein fouet les contrecoups de la guerre opposant le mouvement palestinien Hamas à Israël. La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, avait annoncé en novembre 2023, que l'institution financière multilatérale « envisage sérieusement » une augmentation de son programme d'aide au pays le plus peuplé du monde arabe « compte tenu des

tensions régionales actuelles ». Le Caire avait conclu un accord sur un programme d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois avec le FMI en décembre 2022. Mais les deux premières revues de ce programme ont été reportées, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes délicates comme la flexibilité totale du taux de change.

PROCHE-ORIENT

Les systèmes bancaires font face à de nombreux défis et vulnérabilités

Les banques du Proche-Orient n'assurent pas des niveaux suffisants d'investissements dans l'économie réelle, malgré leur poids prépondérant dans les secteurs financiers régionaux. Analyse L'accent porté sur l'investissement public et les entreprises d'État affaiblissent les flux destinés aux secteurs productifs privés et met à mal l'enjeu de diversification des structures productives. Tous les pays de la région se situent ainsi sous la moyenne mondiale de financement du secteur privé par rapport au PIB (98,6%), avec une moyenne de 50% pour les pays de la région, et des parts de crédits qui descendent à 13% du PIB pour le Liban et l'Irak. Les niveaux d'inclusion financière sont très inégaux et créent des disparités de développement. Au niveau régional, les taux de bancarisation sont très hétérogènes, allant de 19% pour l'Irak à 93% pour Israël en 2021. Au

niveau national, des inégalités d'accès au crédit sont également visibles. Le taux de bancarisation des femmes est systématiquement plus faible que la moyenne nationale, comme observé dans le cas jordanien avec un écart de 13 points de pourcentage en 2021. D'autres disparités peuvent exister, par exemple en Israël où un écart de 23 points de pourcentage existe entre le taux de bancarisation des populations juives et celui des populations arabes. Les banques et l'État nourrissent des fragilités respectives, créant des risques financiers et macro-économiques importants. La boucle « banque-souverain » est en effet très présente au Proche-Orient, en particulier par le biais de l'exposition à la dette souveraine par les banques locales, notamment au Liban, en Égypte et en Jordanie. Ainsi, l'implication de l'État peut fragiliser la gouvernance et le rôle des banques, tan-

dis que la fragilité des banques peut devenir un frein pour la croissance et le fonctionnement des marchés financiers. Les banques du Proche Orient ont des performances et exposition au risque de solvabilité et liquidité très hétérogènes. Les niveaux de solvabilité disparates des banques sont les fruits de modes de gouvernance différenciés selon les pays. La disponibilité de liquidités dans les banques est lourdement influencée par et le niveau des dépôts et de confiance dans le système bancaire, facteur qui a notamment provoqué une crise de liquidités au Liban depuis 2020. L'absence de marché interbancaire, notamment en Irak, est un facteur de fragilisation des banques qui se retrouvent vulnérables en situation de pénuries de liquidités. Le niveau de performance des banques varie fortement selon les pays. L'Égypte et Israël enregistrent respective-

ment un rendement sur leurs fonds propres (RoE) en 2022 de 16,1% et 16,4%, ainsi qu'un taux de crédits non-performants de 3,4% et 0,71%. La Syrie fait également partie des pays avec les rendements sur ses fonds propres les plus élevés (31,95% en 2021). En revanche, l'Irak et le Liban enregistrent les moins bonnes performances bancaires de la région, avec un RoE qui s'élevait respectivement en 2021 à 4,8% et 0,35%. Les banques sont concurrencées par des systèmes parabancaires, dans un contexte d'économie en cash qui compromet l'efficacité de celles-ci. L'importance de l'intermédiation financière par les banques est remise en cause par la part grandissante de l'économie informelle opérant en cash. Dans ce contexte, les bureaux de change et hawala font concurrence aux banques traditionnelles, en particulier en Irak, au Liban et en Syrie.

GABON

Le FMI projette une croissance de 3% en 2024-25

Le FMI a effectué sa première mission au Gabon dans le cadre de son article IV, depuis le coup d'État militaire du 30 août 2023. L'objectif de cette mission était d'évaluer la situation financière et économique actuelle du Gabon.

La croissance économique du Gabon devrait s'établir en moyenne à 3% en 2024-25. C'est ce qu'a annoncé le Fonds monétaire international (FMI), le jeudi 15 février, à l'issue d'une mission de deux semaines à Libreville. Selon l'institution, cette nouvelle projection sera favorisée par une bonne performance du secteur non pétrolier. Toutefois, elle souligne qu'à moyen terme, « la croissance devrait se stabiliser légèrement en dessous de ces niveaux – ce qui ne suffira pas suffisant pour augmenter de manière significative les revenus par habitant – mais la croissance potentielle dépendra fortement de la mise en œuvre des réformes nécessaires ». L'économie gabonaise fait face à plusieurs défis importants, notamment « la baisse de la production pétrolière, la stagnation du revenu par habitant, un taux de chômage élevé, une faible gouvernance et une situation budgétaire

précaire ». Face à cette situation, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), régime militaire venu au pouvoir à la suite du coup d'Etat du 30 août 2023, a annoncé un plan de conduite des actions prioritaires du gouvernement de la Transition sur la période 2024-2026. D'une valeur de 7,4 milliards \$, ce plan vise à diversifier l'économie gabonaise, développer les infrastructures, promouvoir la bonne gouvernance et assurer un bien-être aux populations. Cette mission est la première de l'institution de Bretton Woods dans le pays depuis le coup d'Etat. Elle intervient alors que le programme triennal, conclu en 2021, au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Gabon a été suspendu, en raison « des arriérés récurrents de dette extérieure, des dérapages budgétaires et de la lenteur des progrès des réformes structurelles », avec pour conséquence l'ar-

rêt des financements sur plusieurs projets du gouvernement. Malgré des sanctions de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cemac), consécutives au coup d'Etat, le Gabon a rassuré ses créanciers en régularisant d'importants arriérés de dette. Ce qui lui a valu le relèvement par Fitch de sa note de défaut de paiement à « B- », envoyant un signal positif aux créanciers internationaux du pays. Il faut noter également que ce pays d'Afrique centrale prévoit de rembourser jusqu'à 431 milliards FCFA de dettes dues aux banques et marchés internationaux et doit aussi trouver le moyen de rembourser 403 milliards FCFA à ses créanciers bilatéraux et multilatéraux. Notons que dans le cadre de la Loi de finances 2024, le CTRI entend revenir sur le marché international des capitaux afin de mobiliser une somme équivalente à 470 milliards FCFA.

EN 2024

L'Afrique devrait consacrer environ 74 milliards \$ aux dépenses liées au service de la dette

Les pays africains devraient effectuer des paiements d'un montant total d'environ 74 milliards de dollars en 2024 au titre du service de la dette contre 17 milliards de dollars en 2010, selon un rapport publié ce vendredi 16 février 2024 par la Banque africaine de développement (BAD). Intitulé « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique - Janvier 2024 », le rapport précise que 40 milliards de dollars, soit 54 % du

service total de la dette, sont dus à des créanciers privés. Les pays du continent avaient bénéficié, au cours des deux dernières décennies, d'une augmentation des volumes de financement de la part d'investisseurs privés à la recherche de rendements élevés. Entre 2000 et 2021, 23 pays africains ont émis plus de 125 eurobonds d'une valeur de plus de 1510 milliards de dollars. Dans ce contexte, les risques de re-

financement pourraient encore augmenter, en particulier pour les pays faisant face à d'importants remboursements cette année, notamment l'Angola (6,4 milliards de dollars), le Kenya (5 milliards de dollars), la Côte d'Ivoire (2,6 milliards de dollars) et le Nigeria (2,5 milliards de dollars). En 2025, les créanciers privés représenteront encore plus de 50 % du total des paiements du service de la dette arrivant à échéance. La

part dominante des créanciers privés dans le service de la dette à venir implique que les mécanismes de restructuration de la dette au titre du Cadre commun de traitement de la dette du G20 devraient s'efforcer d'intégrer les créanciers privés. Jusqu'à présent, seul le Tchad est parvenu à un accord avec ses principaux créanciers, y compris les plus grands créanciers privés tels que le géant des matières premières, Glencore.

TCHAD

L'AFD débloquent 26,5 millions € pour la remise à niveau de la piste de l'aéroport de N'Djamena

L'aéroport de N'Djamena constitue la principale porte d'entrée du Tchad, dépourvu de façade maritime. D'où l'importance pour l'Etat d'améliorer ses installations et sa capacité opérationnelle. L'Agence française de développement se prépare à débloquent au profit du Tchad 26,5 millions d'euros pour remettre à niveau la piste d'atterrissage de l'Aéroport internatio-

nal Hassan Djamous de N'Djamena. C'est ce qu'a indiqué la ministre des Transports Fatima GoukouniWeddeye, à l'issue d'un entretien avec des responsables de l'AFD et de l'ambassade de France au Tchad. Les travaux confiés à l'entreprise RAZEL devraient démarrer après la saison des pluies. Ce financement est un prêt concessionnel dont l'accord avait été signé en juin 2023 à Paris. La facilité

qui comporte une subvention de 10 millions d'euros sera complétée par un apport de l'Etat tchadien de près de 4 milliards FCFA. Longue de 2 800 m et actuellement la seule disponible, la piste à rénover est une infrastructure datant des années 1950, réhabilitée pour la dernière fois en 2003. Cette nouvelle réhabilitation permettra d'améliorer les services aux aéronefs, notamment la sécurité

pendant les manœuvres de décollage/atterrissage, ce qui renforcera la confiance des compagnies aériennes et contribuera à l'augmentation du taux de fréquentation de l'aéroport. Ces travaux font par ailleurs partie d'un plan d'investissement prévu pour renforcer les capacités opérationnelles de l'aéroport de N'Djamena, dont l'aérogare a été agrandie il y a quelques années.

BURKINA

De nouvelles mesures gouvernementales pour soutenir l'approvisionnement en énergies

Dans un contexte de bouleversements géopolitiques majeurs dans la région sahélienne, le Burkina multiplie les initiatives visant à répondre efficacement aux besoins de sa population en énergie. Au Burkina, le gouvernement a officialisé lors du Conseil des ministres du mercredi 14 février, certaines mesures visant à faire face aux augmentations de la demande intérieure d'énergie et limiter les

risques de délestage. La première concerne particulièrement FILMORE SA, une société locale, qui a racheté des droits d'exploitation d'une centrale électrique de 50 MW fonctionnant au fuel lourd, précédemment exploitée par la société énergétique Aggreko à travers sa filiale FIESS Sarl. L'Etat a décidé de prolonger la durée du contrat conclu avec cette société jusqu'en décembre 2024, mais aussi d'aug-

menter la capacité de la centrale de 25 MW supplémentaires. Le but étant de répondre à la demande énergétique prévue entre 2024 et 2028. Par ailleurs, pour pallier d'éventuels déficits énergétiques à court terme, le gouvernement burkinabè a finalisé le système d'évacuation de l'énergie de la centrale solaire photovoltaïque de Gonsin d'une capacité de 42 MWc ainsi que la réparation

des infrastructures endommagées et accéléré des projets de construction de nouvelles centrales photovoltaïques. Depuis plusieurs mois, les autorités se sont lancées dans une vaste politique de réformes, notamment dans le secteur de l'énergie, avec pour objectif d'optimiser la monétisation du potentiel du Burkina, notamment dans le domaine du renouvelable.

ZAMBIE

L'américain DFC annonce un prêt de 10 millions \$ en faveur de la firme agroalimentaire SebaFoods

Le prêt marque le premier investissement américain dans l'alimentation et l'agriculture le long du corridor de Lobito qui traverse la Zambie, la RDC et l'Angola. Il vise à renforcer les engagements de la DFC sur le marché zambien. L'institution américaine de financement du développement (DFC) a récemment annoncé l'octroi d'un prêt de 10 millions \$ à la firme agroalimentaire SebaFoods. Le financement a été évoqué par Nisha Biswal, directrice générale adjointe de la Société américaine de financement du développement international (DFC), en visite en Zambie. Le prêt marque le premier investissement américain dans l'alimentation et l'agriculture le long du corridor de Lobito. Il s'agit d'un corridor stratégique annoncé par le président américain, Joe Biden, en mai 2023, lors du sommet du G7 au Japon. Ce corridor, qui vise entre autres à faciliter l'exportation de certains matériaux critiques, reliera la Zambie à la République démocratique du Congo (RDC) et à l'Angola.

Il faut souligner que ce financement soutiendra l'expansion de la capacité de production alimentaire et de stockage de la firme zambienne. Celle-ci renforcera la chaîne de valeur alimentaire du pays, grâce à ses produits de consommation à base de farines locales. A travers ce projet, la DFC renforcera ses engagements sur le marché zambien. Tout comme cette agence américaine, le Fonds norvégien de financement du développement (Norfund), avait également investi 63,3 millions de couronnes norvégiennes (6,02 millions de dollars) au sein de SebaFoods en 2021, pour diversifier et renforcer sa production sur le marché zambien.

IL FINIT À UN NOUVEAU RECORD HISTORIQUE

Le CAC 40 gagne 1,6% sur la semaine

La Bourse de Paris a inscrit un nouveau plus haut en clôture, alors qu'aux Etats-Unis la trajectoire des prix pourrait amener la Fed à temporiser avant de baisser ses taux directeurs. En rythme hebdomadaire, le CAC 40 progresse de 1,6% grâce à d'excellents résultats annuels.

La séance s'est une nouvelle fois jouée à 14h30, avec les statistiques américaines et notamment celles relatives aux prix. Ce vendredi, ce sont les prix côté producteurs qui ont montré quelques signes d'emballement. En hausse de 0,6% à la mi-séance, le CAC 40 a réduit ses gains après la statistique. Il clôture cependant en hausse de 0,32% à 7.769,18 points effaçant une nouvelle fois son éphémère record de la veille à 7.743.42 points. Le ton était déjà donné en séance, avec là aussi un nouveau plus haut en séance à 7.800,91 points à 11h50. Sur l'ensemble de cette semaine des records, l'indice parisien progresse donc de 1,58%. Mais le bilan aurait pu être plus flatteur sans les statistiques du jour laissant augurer une persistance des tensions inflationnistes Outre-Atlantique. Les prix de gros ont en effet progressé plus que prévu, de 0,3%, contre une hausse plus modeste de 0,1% attendue

par le marché. Les tarifs repartent donc à la hausse sur un mois, après s'être repliés de 0,1% en décembre. Sur un an, ils ont grimpé de 0,9% contre +0,6% espéré par le consensus. Mardi, les prix mais cette fois-ci coté consommateurs avaient déjà crispé les marchés. Ces derniers s'étaient appréciés en rythme annuel de 3,1%, soit un ralentissement de l'inflation beaucoup moins important que les attentes du marché, à 2,9%. De quoi réduire encore davantage les espoirs de baisses cumulées des rendements des Fed Funds sur l'année 2024. Et sur les marchés obligataires, la réaction a été immédiate, le rendement de l'obligation américaine à 10 ans s'est nettement tendu à 4,30% contre 4,23% la veille. A côté, le moral des ménages américains progresse en février. L'indice de confiance de l'Université du Michigan a progressé de 0,6 point sur un mois, à 79,6, soit son plus haut depuis juillet 2021.

TF1 à l'affiche

Les investisseurs continuent de digérer les résultats d'entreprises. EssilorLuxottica a perdu 0,4%, pâtissant d'un abaissement de recommandation de Stifel à "conserver" contre "acheter" précédemment. Hors CAC 40, TF1 était la star du jour (+6,8%). Le groupe de médias a, certes, publié ses résultats jeudi matin. Mais plusieurs bureaux d'études ont revu leur cible à la hausse ce vendredi et apprécié les ambitions très prometteuses de l'entreprise dans le streaming, via la plateforme TF1+.

Tarkett a gagné pour sa part 3,3%. Le spécialiste des revêtements de sols a renoué avec les bénéfices en 2023. Inventiva a chuté de 17% après avoir mis en pause les recrutements d'une étude clinique concernant lanifibranor, son candidat médicament le plus avancé contre la maladie du soda. Sur les autres marchés, l'euro se stabilise à 1,0774 dollar. Le pétrole reprend un peu de terrain. Le contrat d'avril sur le Brent de mer de Nord gagne 0,5% à 83,25 dollars le baril, tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York s'apprécie de 0,6% à 78,47 dollars le baril.

BOURSE DE NEW YORK

Le spectre de l'inflation brise la dynamique de Wall Street

La Bourse de New York a fini vendredi en baisse, l'annonce d'une croissance plus forte que prévu des prix à la production en janvier aux Etats-Unis ayant brisé sa dynamique en douchant les espoirs d'une baisse rapide des taux d'intérêt de la part de la Réserve fédérale. L'indice Dow Jones a cédé 0,39%, ou 149,48 points, à 38.623,64 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 24,18 points, soit 0,49%, à 5.005,15 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 132,38 points (0,83%) à 15.775,65 points. Sur la semaine, le Dow a perdu 0,11%, le S&P-500 0,42% et le Nasdaq 1,34%. Cette semaine met ainsi fin à cinq progressions hebdomadaires consécutives pour ces trois indices. Le S&P a

pris plus de 5% depuis le début de l'année et franchi pour la première fois le seuil des 5.000 points. La hausse plus forte que prévu des prix à la production en janvier devrait conforter les responsables de la Fed dans leur approche attentiste alors que les chiffres des prix à la consommation publiés en début de semaine avaient déjà témoigné d'une réaccélération de l'inflation aux Etats-Unis. En réaction, les rendements des bons du Trésor américain ont augmenté, de plus en plus d'intervenants de marché jugeant que la Fed pourrait désormais attendre au-delà du mois de juin avant d'assouplir sa politique monétaire. Sur le marché d'actions, la plupart des grosses capitalisations ont souffert, avec

notamment un recul de 2,21% de Meta Platforms. Dans l'actualité des résultats d'entreprises, Applied Materials a gagné 6,4%, le fournisseur d'équipements pour semi-conducteurs ayant annoncé une prévision de chiffre d'affaires supérieure aux attentes pour le deuxième trimestre en raison de la forte demande pour les puces utilisées dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Roku, spécialiste de la télévision en streaming, a en revanche plongé de 23,8% en raison d'une prévision de perte plus importante au premier trimestre alors que la plateforme d'échange de cryptomonnaie Coinbase Global a bondi de 8,84% à la suite de son premier bénéfice trimestriel depuis 2021.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Février 2024
Valeur : 19 Février 2024

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5370	134.5520
1	EUR	EURO		144.3582	144.4281
1	GBP	POUND STERLING		168.7408	168.8443
100	JPY	JAPANESE YEN		89.5838	89.6117
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7005	18.7062
1	CHF	SWISS FRANC		152.1740	152.2598
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3040	99.3664
1	DKK	DANISH KRONE		19.3665	19.3714
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7812	12.7862
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7045	12.7091
1	AED	UAE DIRHAM		36.6247	36.6387
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8708	35.8796
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3834	436.5737
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5672	42.9950
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3408	13.3423
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6734	27.8155
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5423	3.5427
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7838	177.7838

PARIS

Les 7800 pts en ligne de mire, +1,6% de gain hebdo

La bourse de Paris a frappé fort ce matin, testant brièvement les 7800 points (+0,7%) pour la première fois de son histoire, avant de perdre un peu d'altitude en seconde partie de journée. L'indice parisien achève finalement cette séance des '3 sorcières' sur un gain plus modeste de 0,32%, à 7768 pts, profitant des performances de Eurofins Scientific (+4,3%), Safran (+2,6%) ou encore Legrand (+1,8%). Le CAC40 s'est arrogé un peu plus de 1,6% au cours de la semaine écoulée, un gain qui atteint 3% depuis le début de l'année. Sur le front des statistiques, les prix à la production (PPI) aux

Etats-Unis ont progressé de 0,9% en janvier en rythme annuel dans le pays, quand le consensus tablait sur une hausse de 0,6%. En rythme mensuel, les prix à la production sont en hausse de 0,3% contre 0,1% attendu. Déception, également, du côté des permis de construire avec un repli de -1,5% en rythme annuel, à 1,47 million aux Etats-Unis. De leur côté, les mises en chantier qui ont chuté de -14,8%, à 1,331 million, après 1,562 million en décembre (contre 1,450 attendu). Les permis de construire et les mises en chantier sont restés pénalisés par le niveau élevé des taux, même si ces derniers ont re-

flué depuis leur pic, avec les espoirs de baisse des taux de la Fed. Sur le compartiment obligataire, les gains de la veille partent en fumée : le rendement des Treasuries à dix ans atteint 4,31% (+7,5 pts et +14Pts sur la semaine) tandis que son équivalent européen de même échéance, le Bund, évolue à 2,41% (+6 Pts). L'euro est quasi stable face au billet vert, à 1,0775 \$/E, tandis que les cours pétroliers se maintiennent au contact des 83\$ à Londres (+0,2%) bien que l'Agence internationale de l'énergie ait révisé jeudi à la baisse ses prévisions sur la demande pour 2024. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Eutelsat publie un

résultat net attribuable au groupe de -191,3 millions d'euros pour son premier semestre 2023-24, contre +51,9 millions un an plus tôt, avec une marge d'EBITDA ajusté à 64,1% à taux de change constant contre à 73% un an auparavant. EDF annonce un retour aux bénéfices sur l'exercice 2023 à la faveur de la reprise de la production nucléaire en France dans un contexte de prix historiquement élevés. L'énergéticien public a généré un résultat d'exploitation (Ebitda) de 39,9 milliards d'euros l'an dernier, à comparer avec une perte opérationnelle de près de 5 milliards d'euros en 2022. Orpéa (+1,5%) rapporte que sur l'ensemble de

l'exercice, son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 5198 millions d'euros (chiffre non audité), soit une hausse de +11% par rapport à 2022, dont +9,5% en organique. Sanofi annonce que le ministère japonais de la Santé a autorisé la fabrication et la commercialisation de Dupixent pour le traitement de l'urticaire chronique spontanée (UCS) des 12 ans et plus. Enfin, Peugeot indique être l'un des premiers constructeurs automobiles à mettre l'intelligence artificielle de ChatGPT au service de ses clients avec son intégration dans l'emblématique 'i-Cockpit' et son activation via l'assistant vocal 'Ok Peugeot'.

ETATS-UNIS

Le Nombre d'exploitations agricoles a baissé mais leurs revenus ont augmenté

D'après un rapport du département américain de l'agriculture, le nombre de fermes et de ranchs aux Etats-Unis se monte à 1,9 million, en repli de 7% par rapport à 2017 mais avec une surface moyenne en hausse de 5%, à 187 hectares.

Le monde agricole américain a vu le nombre d'exploitations diminuer au cours des cinq dernières années; mais les revenus de ces exploitations ont augmenté pour atteindre un record en 2022, selon un rapport statistique présenté jeudi par le département américain de l'agriculture (USDA). Ce rapport intitulé "2022 Census of Agriculture" (Recensement de l'agriculture) présenté jeudi lors de la conférence agricole Agricultural Outlook Forum à Washington, est dressé tous les cinq ans. Il porte, cette fois-ci, sur une année où les prix agricoles étaient à des plus hauts historiques. Les prix des céréales et oléagineux avaient ainsi grimpé de 68% en 2022, du fait d'une sévère sécheresse dans l'ouest et des conditions géopolitiques.

"Le plus haut revenu agricole dans l'histoire"

Le nombre de fermes et de ranchs aux Etats-Unis se monte à 1,9 million, en repli de 7% par rapport à 2017, avec une surface moyenne de 463 acres (187 hectares), en hausse de 5%. Presque 40% des terres américaines sont consacrées à l'agriculture (pâtures, cultures). Le chiffre d'affaires global de ces exploitations et ranchs, détenus familialement à 95%, est de 543 milliards de dollars contre 389 milliards en 2017, selon la dernière et 30e édition de ce rapport publié depuis 1840. Le revenu annuel moyen d'un foyer de fermiers atteint 79.790 dollars, "le plus haut revenu agricole dans l'histoire", s'est félicité le secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack dans un commu-

niqué. Environ 1,4 million de fermes, soit 74% des exploitations, installées sur un quart des terres agricoles, ont des ventes égales ou inférieures à 50.000 dollars. Et les plus de 105.000 grandes exploitations réalisant des ventes supérieures à un million de dollars, représentent 6% des entreprises et occupent un tiers des terres. L'âge moyen d'un agriculteur américain est de 58,1 ans, un vieillissement de six mois comparé à 2017 mais qui a ralenti au cours des derniers rapports. En 2022, 1,2 million de femmes étaient agricultrices, représentant 36% de ces actifs. Les Etats les plus producteurs sont la Californie pour les fruits, les légumes et les fruits à coque et l'Iowa dans le midwest pour les céréales. En termes de terrains consacrés à l'agriculture et à l'élevage, le Texas vient au premier rang.

TIRÉE PAR L'EXPLOSION DES COMMANDES MILITAIRES

L'économie russe renoue avec la croissance en 2023

Après la contraction en 2022, le PIB de la Russie a progressé de 3,6% en 2023 grâce à l'explosion des commandes militaires de munitions et d'armements. Un rebond après la contraction en 2022: le PIB (produit intérieur brut) de la Russie a augmenté de 3,6% en 2023 selon Rosstat, tiré par l'explosion des commandes militaires de munitions et d'armements. En 2022, le PIB russe s'était contracté de 1,2%, d'après un chiffre révisé par l'agence nationale des statistiques, plombé par une pluie de sanctions occidentales mises en place en représailles à l'assaut de Moscou en

Ukraine. Le chiffre pour 2023 montre que l'économie russe a su depuis absorber les effets initiaux des sanctions occidentales qui, bien que nombreuses, ont été en partie contournées par Moscou. L'activité a été tirée par les prix favorables de l'énergie, des conditions de crédit souples et surtout une demande intérieure stimulée par le secteur prioritaire de la Défense, avec également des salaires réels en hausse pour attirer les travailleurs dans les secteurs touchés par des pénuries, selon les autorités. Plus d'un demi-million de Russes ont déjà rejoint l'industrie de Défense depuis 2022 selon le prési-

dent Vladimir Poutine, un chiffre qui illustre l'intensité de l'effort de guerre demandé par les autorités pour soutenir l'assaut en Ukraine, malgré son important coût humain et économique. Et malgré la hausse des dépenses fédérales, le déficit public a été contenu à 1,9% du PIB, selon le ministère des Finances. Exemples du rebond de l'économie russe, les secteurs automobiles - autrefois symbole de l'ouverture du marché aux capitaux occidentaux et aujourd'hui inondé par les constructeurs chinois - et bancaire se sont globalement remis du départ des groupes européens et des lourdes sanctions.

Autre satisfaction pour l'Etat russe: il a su réduire sa dépendance budgétaire envers la vente de ses hydrocarbures. Si les revenus pétro-gaziers représentaient environ la moitié des recettes fédérales avant le conflit en Ukraine, ils ne formaient en 2023 plus qu'un tiers du budget de l'Etat, selon le gouvernement. De leur côté, les Occidentaux se creusent la tête pour que leurs sanctions fassent plus mal à l'économie russe et gênent réellement la fabrication de munitions et d'armes, un processus toutefois fortement ralenti par les dissensions internes aux Etats-Unis et au sein de l'Union européenne.

BAISSE DES TAUX

Le gouverneur de la Banque de France souligne le risque de trop attendre

Le gouverneur de la Banque de France confirme vendredi qu'il «paraît acquis» que les taux de la BCE baisseront cette année, et juge le risque de les baisser trop tard désormais «au moins» équivalent à celui de baisser trop tôt. «Le principe de la baisse cette année de nos taux paraît acquis», estime François Villeroy de Galhau dans une interview au quotidien belge L'Écho. «Nous devons tracer le juste chemin entre deux risques : soit baisser trop tôt avec une inflation qui repartirait à la hausse, soit attendre trop et peser exagérément sur l'activité. Désormais, le second risque existe au moins autant que le premier», ajoute-t-il. Sur l'inflation totale et la transmission de la politique monétaire à l'économie, le gouverneur observe aussi des «indicateurs solides de désinflation». De l'évolution de l'inflation sous-jacente (hors prix les plus volatils, ndlr), il dit

seulement qu'elle est «encourageante». La BCE pouvant choisir le calendrier de la première baisse, puis le rythme et le niveau final de celles-ci, il considère que «disposer de ces trois degrés de liberté successifs peut être un argument de plus pour ne pas différer exagérément la première baisse».

Hausse des entreprises en difficulté

Sans «se précipiter», «agir avec gradualisme et pragmatisme peut être préférable à décider trop tardivement et devoir ensuite surajuster», insiste le gouverneur, qui «garde comme (ses collègues) une boussole inébranlable, ramener l'inflation à 2%». «Sauf choc, nous atteindrons cet engagement d'ici l'an prochain», estime-t-il. Comme on lui demande si une baisse de taux avant juin est exclue au cas où la BCE voudrait

disposer d'abord de données sur les salaires, le gouverneur suggère de «tenir compte d'autres indicateurs plus prospectifs». Il cite «le degré de tension sur le marché du travail» et «ce qui se passe en matière d'accords salariaux négociés». En France en tout cas, il observe que le pourcentage d'entreprises confrontées à des difficultés de recrutement est passé en six mois de 52% à 41%, et qu'il y a un ralentissement des hausses nominales des salaires pour 2024. Deux facteurs pointant vers un ralentissement de l'inflation. Estimant enfin le «taux nominal neutre» de la BCE «autour de 2% ou légèrement supérieur», il considère que, sans que cela soit «une cible obligée», il y a «une marge significative de baisse» par rapport aux 4% actuels, «sans pour autant revenir à une politique monétaire accommodante».

JAPON

Tokyo dépassé par l'Allemagne au troisième rang économique mondial en 2023

Le PIB nominal du Japon s'est élevé à quelque 4.200 milliards de dollars, contre environ 4.500 milliards de dollars pour l'Allemagne, dont le PIB nominal a été dopé par l'inflation, restée forte l'an dernier dans le pays. Le Japon a perdu en 2023 son titre symbolique de troisième puissance économique mondiale au profit de l'Allemagne, sous l'effet notamment de la chute du yen, selon une première estimation du produit intérieur brut (PIB) nippon publiée jeudi. Le PIB nominal du Japon en 2023 s'est élevé à quelque 4.200 milliards de dollars, contre environ 4.500 milliards de dollars pour l'Allemagne, dont le PIB nominal a été dopé par l'inflation, restée forte l'an dernier dans le pays. Mais en termes réels, c'est-à-dire sans le biais de l'inflation, le PIB nippon a accéléré l'an dernier (+1,9%, contre 1% en 2022), alors que l'économie allemande s'est elle contractée de 0,3% selon des données officielles publiées en janvier. Puissance exportatrice, l'Allemagne souffre de la faible demande extérieure, des coûts de l'énergie pour son important secteur manufacturier et des taux d'intérêts relevés par la Banque centrale européenne (BCE) dans le but de vaincre l'inflation.

L'Inde pourrait arriver à leur hauteur dès 2025

La dégradation de la conjoncture en Allemagne fait que son nouveau titre de troisième puissance économique mondiale, qui lui était promis depuis octobre dernier par les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), est perçu comme un trompe-l'oeil outre-Rhin. D'autant que l'Inde pourrait dépasser à la fois le Japon et l'Allemagne d'ici quelques années, toujours en PIB nominal libellé en dollar. L'économie bouillonnante du nouveau pays le plus peuplé de la planète pourrait arriver à leur hauteur dès 2025, selon Brian Coultou, économiste chez Fitch Ratings. Mais "évidemment, le PIB indien par habitant restera bien inférieur à ceux de l'Allemagne et du Japon", a-t-il précisé.

RENAULT ET STELLANTIS : Doutes sur l'électrique

Le Nissan Juke figure parmi les petits SUV ayant le plus de personnalité. Pour son restylage de mi-carrière, la seconde génération de Juke ne change pas de tête. La planche de bord redessinée constitue le principal changement du petit SUV de Nissan

Par Sophie fay

Des deux constructeurs automobiles français, Renault a été le premier à publier ses résultats pour 2023, mercredi 14 février : plus de 7 % de marge opérationnelle, du jamais-vu ! Le bénéfice net part du groupe atteint 2,2 milliards d'euros, et ce, malgré une moins-value comptable de 880 millions d'euros sur la vente de 5 % du capital de Nissan. L'an dernier, il a écoulé 2,2 millions de voitures, et son carnet de commandes, fin février, est plein. Luca de Meo a plus que réussi le retournement du groupe. Pourtant, dès le lendemain, Carlos Tavares lui a volé la vedette : trois ans après la fusion de PSA avec Fiat-Chrysler, il hisse Stellantis dans le top 3 des plus gros profits du CAC 40, à la deuxième place entre Total et LVMH, avec un résultat net de 18,6 milliards d'euros (+ 11 %). Le constructeur automobile a livré 6,2 millions de voitures en 2023. Sa marge opérationnelle s'élève à 12,8 %, une des plus hautes du secteur, ce qui fait du groupe « un des plus résilients en cas de guerre des prix », prévient M. Tavares, et l'un des « mieux placés pour profiter des opportunités » en cas de consolidation du secteur. Les deux patrons se préparent en effet à l'arrivée d'une vague de concurrence des constructeurs chinois sur le marché de l'électrique, au moment même où les consommateurs hésitent et mettent leurs

achats sur pause dès que les gouvernements retirent leurs subventions. En outre, Renault et Stellantis ne parviennent pas à rivaliser avec la technologie de « voiture-logiciel » de Tesla. Estimant que la consolidation n'est pas nécessaire, Luca de Meo, lui, assure que sa petite taille lui permettra d'être plus agile dans ce moment de rupture technologique, mais reconnaît sans fard qu'il compte bien sur ses alliances avec ses partenaires chinois, Envision sur les batteries et Geely (l'actionnaire de Volvo) sur les moteurs électriques. Les deux constructeurs cherchent aussi par tous les moyens à réduire leurs charges pour qu'une « watture » ne coûte pas plus cher qu'une voiture thermique ou hybride. Car, pour l'instant, si leurs résultats sont si bons, c'est surtout grâce à leurs marges sur ces modèles à motorisation traditionnelle. Chez Renault, l'Austral et l'Espace, deux modèles hybrides assemblés en Espagne, sont les véhicules les plus rentables de l'histoire du groupe, selon Thierry Piéton, le directeur financier. Dacia maintient aussi des marges cossues. Si le rythme plus lent du passage à l'électrique ne pèse pas sur la performance opérationnelle de Renault ou Stellantis, la marque au losange a toutefois reconnu avoir passé 500 millions d'euros de dépréciation d'investissement pour prendre en compte le démarrage moins bon qu'attendu de la Mégane électrique. Les bons résultats de 2023 vont profiter aux salariés des deux groupes, à commencer par leurs patrons. Luca de Meo négocie une augmentation de sa rémunération.

Et Carlos Tavares, 65 ans, dont le mandat arrive à échéance en janvier 2026, n'exclut pas de rester : « On ne sait pas aujourd'hui quelle sera la situation [à l'été 2025]. Est-ce que je reprends un autre mandat ou pas ? », a-t-il indiqué. Du côté des salariés, ceux de Renault en France vont toucher plus de 4 000 euros au titre de l'intéressement aux résultats du groupe. Chez Stellantis, ce sera 4 100 euros au minimum (et jusqu'à 6 000 euros), soit un peu moins qu'en 2022 (de 4 300 à 6 100 euros). Cela représente 1,9 milliard d'euros pour 2023. Les actionnaires seront mieux lotis puisque leur dividende augmente de 16 % et que l'entreprise va procéder à 3 milliards d'euros de rachat d'actions qui vont faire monter le cours de Bourse.

Pas de revirement stratégique

Les deux constructeurs annoncent un festival de nouveaux modèles, censé soutenir les ventes, qui s'essouffent en début d'année chez Renault sur l'électrique et qui ont déçu en 2023 chez Stellantis. « Nous n'avons pas été bons sur certains aspects et notamment sur la fiabilité dans nos délais de livraison », reconnaît M. Tavares, qui promet des améliorations. Renault n'a, lui, pas encore de nouveau petit modèle électrique abordable, alors que le gouvernement a déjà refermé le leasing social sur le véhicule électrique. La Zoé et la Twingo électriques sont en fin de cycle ; la Spring fabriquée en Chine n'a pas pu être intégrée dans ce dispositif ; la R5 à 25 000 euros, « le re-

tour d'une légende », selon Luca de Meo, n'arrivera qu'en fin d'année. Stellantis, en revanche, a profité à plein de ce trou dans la gamme de Renault, en s'octroyant une part de marché de plus de 70 % sur ces voitures vendues avec le soutien maximum de l'Etat. Sur le déploiement de la voiture électrique, aucun des deux patrons n'envisage de revirement stratégique, même s'ils reconnaissent que le marché connaîtra des hauts et des bas. « Il ne faut pas tomber dans la dépression sur l'électrique », estime M. Piéton. Les constructeurs sont tous soumis à la norme dite « CAFE » (« Corporate average fuel economy »), qui impose aux constructeurs un seuil maximum d'émissions de CO2 moyen par véhicule à ne pas dépasser sous peine de fortes amendes, insiste pour sa part Luca de Meo : « D'ici à 2025, nous devons être à moins de 100 grammes par kilomètre par véhicule en moyenne : quand vous savez que le meilleur des moteurs hybrides émet encore 80 grammes de CO2 par kilomètre, vous voyez combien il faut vendre de véhicules électriques pour atteindre la moyenne. » La norme s'applique aussi aux Etats-Unis et depuis longtemps. Pour doper le toutélectrique – même si toutes les plates-formes de Stellantis lui permettent de produire en même temps des véhicules hybrides –, M. Tavares compte sur la pression des citoyens, qui vont prendre conscience de l'impératif du changement climatique et de la qualité de voitures, dont les prix vont baisser.

Source : Le Monde

La «nouvelle» Volkswagen Golf devient moins chère, et disponible à la commande

Volkswagen ouvre les commandes de la Golf restylée en France. Pour l'heure, il n'y a pas encore de diesel ou d'hybride rechargeable.

Non, la principale nouveauté de la Volkswagen Golf restylée n'est pas le logo rétroéclairé, permis par l'évolution de la législation européenne. En fait, les plus gros changements sont sous la carrosserie puisque la Golf passe sur une version plus avancée de la plateforme MQB, rendue presque obligatoire par les nouvelles normes de sécurité (GSR 2.0) et de dépollution (Euro 7) qui arrivent. Et puis, c'était aussi l'occasion de revoir, un peu, l'ergonomie du poste de conduite qui garde malgré tout ses handicaps liés au tout tactile. Toujours est-il que la Golf va tenter de remonter la pente après s'être fait voler la vedette par un T-Roc vieillissant mais qui séduit pourtant plus de clients en France. Et aujourd'hui, c'est l'heure de l'ouverture des commandes pour la compacte allemande.

29 990 € le premier prix

Oubliez pour l'instant les variantes diesel, GTD, GTE et GTI qui ne sont pas encore présentes au catalogue. Cela viendra, mais il faudra se montrer un peu plus patient. Pour l'heure, Volkswagen privilégie les versions les moins chères avec les moteurs essence à hybridation légère. Rappelons que le groupe VW n'a jamais réellement travaillé sur de l'hybridation complète, préférant le PHEV que l'on re-



trouvera bientôt sur la Golf.

Pour l'heure, l'offre moteur se cantonne donc à une seule motorisation déclinée en deux versions, à microhybridation ou pas. Le quatre cylindres 1500 cc à injection directe offre plusieurs niveaux de puissance, 115 ou 150 ch, le premier étant le seul à être vendu en boîte mécanique.

Le premier prix de la Golf 8 repasse donc sous les 30 000 € avec une baisse du ticket d'entrée d'environ 2300 €. Notez que le break SW démarre en finition Life Plus seulement, à 32 650 € (environ 1000 € d'écart entre berline et break à iso finition). L'entrée de gamme de la berline est loin d'être dépouillée puisque les jantes 16 pouces, l'instrumentation numérique, l'écran

tactile 10 pouces, la climatisation automatique monozone, l'App Connect sans fil ou encore les feux LED et les multiples prises USB sont de série. Il faut passer au niveau supérieur Life Plus pour obtenir la caméra de recul, l'allumage automatique des feux, l'éclairage d'ambiance ou encore le chargeur à induction et la climatisation trizone.

LOGICIELS

La dette de sécurité logicielle ne cesse de s'accumuler

Se définissant comme toute faille qui persiste sans être corrigée pendant plus d'un, la dette de sécurité logicielle des entreprises reste critique selon Veracode. Un phénomène renforcé par la génération de code par l'IA souvent moins sécurisé.



Comme dans le domaine de l'IT, les questions de dette touchent le sujet de la cybersécurité en entreprise. Veracode met en lumière ce sujet moins connu et qui recense les failles non corrigées depuis un an encore présentes dans le parc applicatif. L'étude est basée sur les données recueillies par l'éditeur lors de récents tests de sécurité des applications statiques (Static Application Security Testing, SAST), tests de sécurité des applications dynamiques (Dynamic Application Security Testing, DAST) et l'analyse de composition logicielle (Software component analysis, SCA) de plus d'un million d'applications.

« La prolifération du code généré par l'IA s'accompagne d'un code non sécurisé à grande échelle et de la probabilité qu'il devienne une dette de sécurité », a déclaré Chris Eng, directeur de la recherche chez Veracode. « Compte tenu de l'ampleur de la dette de sécurité que nous avons constatée, il convient de se demander si les outils de remédiation assistés par l'IA peuvent être utiles pour réduire cette dette, sans avoir à réorienter les équipes de développement ou à en augmenter la taille ». L'étude a également révélé un nom-

bre considérable de failles dans les codes de première main et de tierce partie, soulignant l'importance de les tester tous les deux tout au long du cycle de vie du développement logiciel.

Les failles critiques en baisse, mais pas éliminées

L'étude a révélé qu'en 2023, la prévalence des failles de grande gravité avait chuté (dans 17,9 % des applications) à la moitié de son niveau de 2016 (dans 37,9 % des applications). Et si, 3,2 % seulement de toutes les failles ont été jugées très graves (score CVSS supérieur ou égal à 9), près de 16 % de ces brèches étaient « fortement susceptibles » d'être exploitées. Cela signifie qu'un peu moins de 1 % (0,7 %) de toutes les vulnérabilités détectées en 2023 étaient à la fois critiques et hautement exploitables. Globalement, d'après les analyses SAST, DAST et SCA de Veracode, 80 % de toutes les applications actives présentent des failles non résolues, alors que ce chiffre était de 73 % pour les analyses SAST uniquement, qui prennent en compte les problèmes spécifiques à la phase de développement des appli-

cations. Les failles détectées dans les composants tiers et open-source étaient comparables à celles détectées dans les codes de première main. En fait, 63,4 % des applications présentaient des failles dans les codes d'origine, tandis que 70,2 % des applications présentaient des failles dans les codes de tierce partie.

Selon l'étude, cette situation est liée à l'adoption plus large de l'IA et nécessite une analyse approfondie des deux sources dans le cycle de développement. En outre, l'étude a mis en évidence le fait qu'en moyenne, une application typique comporte 42 failles pour 1 Mo de code. Les scripts intersites XSS, les injections, les traversées de répertoire et les composants vulnérables et obsolètes sont les principales failles dans les applications à forte intensité (moyenne des résultats par application) et à fort volume (pourcentage d'applications).

Des recommandations pour réduire la dette technique

La dette de sécurité logicielle concerne 42 % de toutes les applications. Ce chiffre tombe à 23 % si l'on ajoute les applications de moins d'un an, ce qui signifie que 57 % des applications présentent des failles, mais n'ont pas de dette. La situation est un peu différente si l'on prend en compte l'héritage de sécurité critique (failles critiques non corrigées). « Une grande majorité des entreprises (71 %) ont peu ou prou une dette de sécurité », selon l'étude.

« Près de la moitié des entreprises (46 %) présentent des failles persistantes de grande gravité que l'on peut classer dans la catégorie des dettes de sécurité critiques. En moyenne, près de la moitié de toutes les failles (47 %) d'une entreprise peuvent être attribuées à la dette de sécurité. Pour faire face à celle-ci, l'étude formule quelques recommandations, notamment l'intégration de la sécurité dans la gestion du cycle de développement, la remédiation continue avec une priorisation sur les dettes de sécurité critiques, le renforcement des compétences des développeurs en matière de sécurité et la connaissance du profil de la dette pour le langage de programmation concerné

Les 5 principales tendances en matière de sécurité logicielle pour 2024 selon Veracode

Les attaquants misent sur GenAI pour l'intégration de vulnérabilités subtiles dans les logiciels open source.

1 - Les attaquants qui visent la chaîne d'approvisionnement des logiciels utiliseront GenAI pour introduire des vulnérabilités subtiles dans les projets de logiciels open source (OSS). Les vulnérabilités sont alors conçues de telle sorte qu'elles ne peuvent pas être détectées par une vérification humaine du code. Cela pourrait conduire à des attaques de grande envergure sur les chaînes d'approvisionnement de logiciels si les entreprises utilisaient les paquets OSS compromis dans leurs propres logiciels.

2. Un code écrit par une IA générative entraîne une plus grande vulnérabilité. En 2024, le code écrit par l'IA générative devrait être plus vulnérable et largement exploité par les attaquants. Les grandes entreprises seront particulièrement visées par ces attaques. Les hackers viseront surtout la divulgation des données des clients. La vulnérabilité sera probablement une injection de commande OS ou une autre vulnérabilité figurant dans le top 25 CWE.

3. Les attaquants par ransomware exercent une pression supplémentaire sur les entreprises cotées en bourse en leur imposant des obligations de déclaration afin d'obtenir une rançon.

Les attaquants par ransomware, toujours à la recherche de nouveaux modèles d'extorsion, pourront appliquer de nouvelles stratégies, notamment auprès des entreprises cotées en bourse, et profiter de l'obligation légale de signaler les violations de sécurité pour exercer une pression encore plus forte. Ils pourraient donc non seulement dérober les données et exiger une rançon, mais en plus laisser les données volées s'échapper et menacer d'avertir la SEC ou d'autres autorités de surveillance si le paiement n'est pas effectué. Cette nouvelle tactique d'extorsion repose principalement sur le fait que la victime a enfreint les dispositions réglementaires relatives à la notification des violations de sécurité. En fonction de son efficacité, cette stratégie pourrait également exploiter d'autres types d'obligations légales de notification dans les mois à venir.

4. La loi DORA (Digital Operational Resilience Act) met certains secteurs sous pression.

Le règlement DORA de la Commission européenne oblige les sociétés financières, les assureurs et les exploitants d'infrastructures critiques ainsi que les fournisseurs de services TIC (technologies de l'information et de la communication) à renforcer leur résilience dans le domaine informatique d'ici janvier 2025. En conséquence, à partir de 2024, de nombreuses entreprises s'efforceront de se conformer à la réglementation. DORA crée un cadre uniforme dans l'espace européen pour minimiser les risques informatiques et les cyberattaques. Les entreprises concernées sont tenues de faire contrôler chaque année les systèmes et applications TIC critiques par des auditeurs indépendants afin de détecter les défauts et les failles de sécurité. Les lacunes et incidents de sécurité graves devront désormais être signalés immédiatement aux autorités de contrôle compétentes.

5. La prévention des failles dans le code sera plus importante que la recherche et la correction des failles dans le code logiciel. Avant tout, l'accent sera mis à l'avenir sur la prévention de l'introduction de vulnérabilités dans la base de code ou dans les répertoires de code source.

Brèves

Un fork de Nginx baptisé FreenginX

Le développeur principal du serveur web, Maxim Dounin, a annoncé le lancement d'un projet alternatif nommé FreenginX. Cette décision fait suite à un désaccord avec F5 Networks qui a racheté la société Nginx en 2019 (pour 670 M\$). Le développeur d'origine russe précise avoir travaillé sur le projet depuis 2 ans gratuitement. Or, il a constaté que « une nouvelle direction non technique de F5 a récemment décidé qu'elle savait mieux que moi comment gérer

nginx ». Il ajoute, « je ne peux plus contrôler les modifications apportées à nginx au sein de F5, et je ne considère plus nginx comme un projet libre et open source développé par F5 ».

15 M\$ de primes pour des informations sur Blackcat

Les autorités américaines ont fait savoir qu'elles sont prêtes à payer jusqu'à 10 millions de dollars pour toute information susceptible de conduire à l'identification ou à la

localisation des chefs du groupe de ransomwares ALPHV/Blackcat. Une prime supplémentaire de 5 millions de dollars pour identifier des individus tentant de participer aux attaques du ransomware ALPHV. Cette récompense vise à dénicher des affiliés et des courtiers en accès initial.

Le dépôt de la marque GPT par OpenAI recalé

L'USPTO (agence américaine de dépôt des brevets et des marques) a refusé la demande de la start-up

de déposer la marque GPT. L'organisme a jugé que « la marque décrit simplement une caractéristique, une fonction ou une caractéristique des produits et services du demandeur ». OpenAI a bien essayé d'argumenter sur ses travaux sur le « generative pre-trained transformer », mais l'USPTO fait observer qu'Amazon propose une liste de ce qu'est un GPT et de la manière dont il est utilisé. En conséquence, GPT est un concept qu'OpenAI n'a pas créé et n'est pas le seul à proposer. Cela laisse donc la porte ouverte à l'utilisation du terme GPT dans d'autres assistants que ChatGPT.

Mots fléchés

Monte-en-l'air		Porte-manteaux		Cardinal de Toulouse	Chèvre		Affaire d'honneur		Courante		Petits mustélidés		Petite cale
Études de mouvements		Il a perdu la tête			Sport en stand		Certains				Sur une ancienne missive		
Androgyne									Rivière du Congo				
									Tas de billets				
Objectif				Venelle							Organi-sation interna-tionale du travail		Du genre à réfléchir
				Jobardé									
Le propre de l'homme					Article de Cordoue			Quartiers isolés					
Lunette					Passage en ville								
						Aptitude							
Problème			Palissade	Roi de théâtre			Patrie de Brassens						Baudet femelle
Trop mûre				Marche par trois			Adversaire						
						Lentille				Adipeuse	Type de société		
											Île de la mer Égée		
Irlande					État d'Amérique	Fauteuil						Petit bout de lard	
Régal de Pan Pan													
							Le chlore au labo		Primitif				
									Spécialité de Tours				
Courant de Paname						Coléo-ptères							
Renfort						Héros pour cinéophile							
		Qualifié										Ivre	
Radiateur d'Isis	Amourette						Au sud de Bruxelles						
	Acceptées						Évidence						
		Beau psit-tacidé				Unité d'angle		C'est déterminant			Corvidé		Entourée
		Mille pattes											
Comes-tible								Grand bois		Pointe			
Boule-versée													
				Papier						Colère d'antan			
				Petit entêté						Réduction du tour			
Pronom		Fleuve côtier			Baudroie							Conifère	
Anase		Brillant service			Flagelle								
						Enduire					Passage délicat		
											Gaïa		
Ville des Pays-Bas		Réfléchis								Manière de gésir			
					Terme de tennis				Bague-naudier				

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf participe à la session ordinaire du sommet de l'UA

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, participe en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, samedi et dimanche à Addis-Abeba, aux travaux de la 37e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), placée sous le thème "Eduquer une Afrique adaptée au XXIe siècle", indique un communiqué du ministère.

DÉCÈS D'UN SUPPORTEUR DE L'USM ANNABA

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, samedi, ses sincères condoléances et l'expression de ses profonds sentiments de compassion suite au tragique accident qui a fait un mort et plusieurs blessés parmi les supporters de l'équipe de football de l'USM Annaba. « C'est avec une profonde affliction et tristesse que j'ai appris la nouvelle du tragique accident du bus de supporters de l'USM Annaba. Je tiens à adresser mes sincères condoléances et l'expression de mes profonds sentiments de compassion à la famille du supporter décédé et à toute l'équipe de l'USM Annaba, priant Allah Tout-Puissant de combler le défunt de Sa Sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis, et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés », a écrit le Président de la République sur son compte.

4e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Takdjout insiste sur la promotion de la culture du dialogue social et de la concertation

La Fédération nationale des travailleurs de la sécurité sociale (FNTSS) a organisé, samedi à Alger, son 4e Congrès, en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, et du Secrétaire général (SG) de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Takdjout a souligné la nécessité de « préserver le caractère solidaire des caisses de la sécurité sociale et d'assurer une bonne gestion de leurs ressources financières », étant, a-t-il dit, « un service de protection des travailleurs, des établissements et des administrations ». Il a insisté sur l'importance de « promouvoir la culture du dialogue social et de la concertation ». Le SG a, par ailleurs, évoqué le rôle de l'UGTA lors de la Glorieuse Guerre de libération et après l'indépendance, appelant à « la mobilisation des travailleurs pour préserver le legs des choucha et protéger les caisses de la sécurité sociale qui constituent des mécanismes de protection des travailleurs ». M. Takdjout a estimé que la pluralité syndicale « contribue à créer une concurrence positive permettant de garantir la pérennité de l'UGTA à travers l'engagement et l'intégrité au travail ». Les travaux de ce Congrès se poursuivent par le vote du bilan d'activité du mandat précédant l'élection par la suite du nouveau SG de la Fédération.

ONU

Guterres appelle à un «nouvel ordre mondial qui fonctionne pour tous»

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé à "un nouvel ordre mondial qui fonctionne pour tous", dans un discours lors de la 60e édition de la Conférence sur la sécurité de Munich en Allemagne. "L'ordre mondial actuel ne fonctionne pas pour tout le monde", a déclaré vendredi M. Guterres, dans son discours lors de cette Conférence. "En fait, j'irais plus loin et je dirais que ça ne marche pour personne", a-t-il ajouté avant de souligner que "le monde est confronté à des défis existentiels, avec une communauté internationale qui se

trouve plus fragmentée et divisée que jamais depuis 75 ans", à la fin de la Seconde guerre mondiale. "Même la Guerre froide était moins dangereuse", a poursuivi le secrétaire général des Nations unies devant un parterre d'une cinquantaine de chefs d'Etat et une centaine de ministres du monde entier. "Les crises se multiplient, liées à la concurrence et à l'impunité. Un ordre mondial qui profite à tous doit combler ces lacunes et apporter des solutions. Si les pays remplissaient leurs obligations au titre de la Charte des Nations Unies (), chaque personne sur Terre vivrait en

paix et dans la dignité", a-t-il poursuivi. Evoquant, par ailleurs, l'agression sioniste barbare contre la bande de Ghaza, lancée le 7 octobre 2023, le patron de l'ONU, estime que la situation dans l'enclave palestinienne constitue un "constat effroyable de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations mondiales". Au-delà de la gestion des crises immédiates, Antonio Guterres a estimé qu'il fallait renforcer l'architecture mondiale de paix et de sécurité pour faire face aux menaces et aux défis actuels, tels que la crise climatique, l'intelligence artificielle ou les cyber-armes.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement dimanche du concours national de composition épistolaire pour enfants "édition 2024"

Le concours national de composition épistolaire pour enfants "édition 2024" sera lancé, dimanche, avec pour thème "Développement durable", en prélude à la participation de l'Algérie à la 53e édition du concours international de composition épistolaire, a indiqué samedi le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. Organisé chaque année par le ministère de la Poste et des Télécommunications et l'Algérie Poste, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de

la femme, et l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), ce concours aura cette année pour thème "Développement durable", retenu par l'Union Postale Universelle (UPU) : "Ecris une lettre adressée aux générations futures à propos du monde dont tu espères qu'ils hériteront", et ce en prélude à la participation de l'Algérie au concours international de composition épistolaire, qui sera organisé par l'UPU dans sa 53e édition. Ce concours est "un excellent moyen d'encourager l'alphabétisation des enfants et des jeunes et contribue à développer leurs

compétences épistolaires et leur aptitude à exprimer clairement leurs pensées par des mots. Il vise également à les sensibiliser à l'importance du rôle des services postaux dans notre monde", note le communiqué. Quant aux conditions de participation, le ministère a précisé que ce concours était ouvert aux "enfants âgés de 9 à 15 ans", lesquels doivent rédiger, par écrit, une lettre dans une des deux langues nationales, arabe ou tamazight. La lettre doit porter les coordonnées du participant (nom, prénom, date et lieu de naissance, niveau

scolaire, numéro de téléphone du parent, et nom de l'établissement d'enseignement et de sa wilaya), ainsi que la date, le destinataire, la formule de salutation, le corps de la lettre et la signature. Le candidat doit participer avec "une seule lettre", en veillant au strict respect du thème et du nombre de mots autorisés, qui ne doit pas dépasser les 800 mots. Le communiqué précise que les lettres seront réceptionnées durant la période allant du 18 février au 10 avril 2024 au niveau des établissements éducatifs ou des bureaux de poste.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement d'une nouvelle plateforme numérique

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a annoncé le lancement d'une nouvelle plateforme numérique dédiée à la recherche, annonce le département de Kamel Badari dans un communiqué. Il s'agit, selon la même source, de la plateforme « Bahth » où « Recherche », dont le lancement s'inscrit dans le cadre de la poursuite du processus de numérisation du secteur et aussi afin de développer les proces-

sus de la recherche scientifique. « La mise en service de cette plateforme vise également à réduire les écarts entre la recherche scientifique et théorique et la pratique, mais aussi afin d'accompagner et d'encadrer la créativité dans le domaine académique, économique et dans la transformation technologique. Cet outil constituera également un pont de liaison entre le secteur de l'enseignement supérieur et le secteur socioéconomique et industriel », lit-on

dans le même document. Cette nouvelle plateforme offrira, précise-t-elle, à ses utilisateurs (étudiants, enseignants et chercheurs) des créneaux directs de communication avec les opérateurs économiques et les représentants de différents établissements économiques et startups en plus des incubateurs d'entreprises, et ce, avec l'objectif d'exploiter les avancées de la recherche scientifique et l'expérience académique dans le domaine socio-économique.

TENSIONS COMMERCIALES

Bruxelles continue de défier Pékin

Bruxelles a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête contre une filiale du constructeur ferroviaire chinois CRRC, numéro un mondial du secteur, soupçonnée d'avoir reçu des subventions lui permettant de fausser le marché européen, sur fond de tensions commerciales entre l'UE et la Chine. Une annonce qui intervient alors que les mesures européennes pour protéger son économie se multiplient depuis le début de l'année.

Bruxelles persiste et signe pour défendre les intérêts européens face à la concurrence chinoise, quitte à braquer Pékin et essuyer des représailles. Longtemps naïve et passive, la Commission européenne et plusieurs Etats membres comme la France n'hésitent plus à muscler les contrôles sur les importations chinoises et à prendre des mesures volontaristes pour produire davantage sur son territoire. Après avoir lancé en septembre une enquête sur les subventions

reçues par les constructeurs automobiles chinois, les mesures européennes se multiplient depuis le 1er janvier, date de la mise en place en France du bonus écologique sur les voitures électriques qui exclut de facto les véhicules chinois des subventions françaises, mais aussi de l'annonce du groupe néerlandais de semi-conducteurs ASML de cesser de vendre à la Chine ses machines permettant de produire des puces de pointe.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 18 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

